

Les travailleurs et les transports en commun : ce temps qu'on nous vole.

LES TOURS DE LA DÉFENSE : LES PRIVILEGIÉS ET LES AUTRES

En page 12, la suite de notre enquête

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 28 AVRIL 1977
N° 436 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942
**

A PROPOS DU LIVRE

«LES PATRONS»

La peur
de demain

(LIRE EN PAGE 9)

0,9% DE HAUSSES EN MARS

(d'après
l'indice
officiel)

0,9% d'augmentation des prix en mars, d'après l'indice officiel, Barre a beau retarder la publication des chiffres (l'indice officiel ne sera connu qu'aujourd'hui), il a beau trafiquer les chiffres comme il l'a fait au début de l'année, il a beau essayer de travestir la réalité en présentant la situation comme moins mauvaise qu'elle ne l'est, il a beau mettre en avant ses mesures démagogiques et inefficaces sur l'emploi des jeunes ou sur les vieux, il a beau prétendre que son plan porte ses fruits, l'indice des prix de l'INSEE montre ce qu'il en est du plan Barre pour les travailleurs : les salaires n'augmentent pas, alors que les prix augmentent sans cesse : +0,9% en mars, chiffre officiel qui, bien entendu, sous-évalue la hausse réelle.

● Paysans du Lot et Garonne : du mécontentement dans l'air p.5

● A la Saviem, toujours des accidents p.5

ATTAQUES VIOLENTES DE DEBRÉ CONTRE LE GOUVERNEMENT

BARRRE DE PLUS EN PLUS SEUL

Cet après-midi, en pleine grève de la fonction publique, le plan Barre bis devrait être voté par une majorité de députés. Pourtant, le débat, et les mesures mêmes du plan, auront montré à quel point c'est la débâcle du côté de la droite. Mardi déjà, le porte-parole du RPR, Labbé, avait clairement signifié au gouvernement Barre qu'il ne lui accordait plus sa confiance. Hier, devant une assemblée attentive, c'est un véritable réquisitoire qu'a prononcé Debré. «Sachez que la majorité est prête à vous répondre, c'est-à-dire à ne plus douter d'elle-même, dès qu'elle ne doutera plus de son commandement. Si le gouvernement menait le combat, s'il n'avait pas à chaque instant des projets qui brouillent les cartes et embrument les esprits, et encore une fois qui ne font gagner aucune voix, mais qui en font perdre, vous auriez non seulement l'union, mais l'ardeur au combat».

C'est en effet bien de cela qu'il s'agit, des capacités qu'a la «majorité» de redres-



Labbé et Debré, deux «meneurs» de l'offensive du RPR contre Barre.

ser une situation bien compromise. Les quelques dernières mesures de Barre ne pourront certes pas créer l'illusion, et les 0,9% d'augmentation des prix en mars en sont la preuve. C'est cette volonté de tout faire pour s'en sortir qui nourrit les divergences d'une droite au pouvoir depuis 20 ans. Plus qu'un programme, plus qu'une série de propositions, c'est en fait un cri

d'alarme qu'a poussé Debré. En essayant de s'en sortir, la droite ne fait qu'accroître sa division - un nouveau pas a été franchi hier - et enfonce de plus en plus la bourgeoisie dans sa crise. Le discours qu'a prononcé Debré, gaulliste de toujours, dans les coulisses du pouvoir depuis 30 ans, ressemblait fort à l'appel désespéré d'une droite qui sent le sol s'enfoncer sous elle.

Au moment où le premier ministre présente ses dérisoires mesures «sociales», c'est contre le vrai plan Barre, pour l'amélioration du pouvoir d'achat, que les travailleurs de la fonction publique sont en grève aujourd'hui. C'est au total 3 millions de travailleurs qui dépendent directement de l'Etat, et qui eux aussi subissent le plan Barre : leur salaire ne seront augmentés au maximum que de 6,5% alors que la hausse des prix sur un an est largement supérieure à ce chiffre. C'est pour cela que les cheminots ont cessé le travail depuis ce matin 0 h, jusqu'à samedi matin 6 h, et que dans les autres secteurs (RATP, PTT, EDF, Air France, Charbonnages) la grève sera de 24 heures. Des manifestations auront lieu dans toutes les villes.

LA CATASTROPHE D'EKOFISK

LA SÉCURITÉ N'ÉTAIT PAS ASSURÉE

Après avoir été interrompus mardi à cause de l'accumulation de gaz sur la plate-forme, les travaux de colmatage du puits «Bravo» ont repris hier matin. La mer était relativement calme, mais il y avait assez de vent pour que le gaz ne s'accumule pas trop. Les «pompiers» de Red Adair vont-ils pouvoir mettre en place rapidement une vanne de blocage, puis un couvercle bouchant la conduite d'où s'échappent 4 000 T de pétrole par jour ? Pendant ce temps, la nappe de pétrole, épaisse d'environ un centimètre s'est coupée en deux sous la violence des vents : une bande longue de 25 km l'autre de 15. Cette dernière nappe pourrait atteindre la première des côtes norvégiennes.

Le problème de la lutte contre ces nappes reste posé.

(LIRE NOTRE ARTICLE P.6)

Éboueurs parisiens

MALGRÉ CHIRAC, LA LUTTE CONTINUE



(LIRE NOTRE ARTICLE P.5)

AUJOURD'HUI, JOURNÉE D'ACTION DANS LE SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISÉ

DOCUMENT

Des ouvriers d'URSS témoignent :

"nourrir le peuple avec des promesses et des slogans, c'est une ignominie"

La répression s'est considérablement renforcée en URSS depuis la signature des accords d'Helsinki en juillet 1975. Pendant que se déroulaient les discussions les conditions de détention s'étaient atténuées, et puis une fois les signatures apposées sur les documents, elles se sont aggravées de plus belle. Les membres du «mouvement des droits de l'homme» qui avaient été arrêtés avant le sommet d'Helsinki ont alors comparu devant les tribunaux et ont été envoyés dans les camps.

Loïn de se limiter à l'intelligentsia, la répression s'abat très durement sur les travailleurs. Dans le document du «groupe public pour promouvoir l'application des accords d'Helsinki en URSS», dirigé par Youri Orlov, dont nous publions ici des extraits, les membres de la commission ont rassemblé de nombreux témoignages émanant de travailleurs des quatre coins de l'URSS.

Ces gens vivent dans des régions différentes mais ont un point commun : ce sont tous des ouvriers, des représentants de cette classe, qui, selon l'idéologie officielle soviétique «dirige» l'URSS. Par ailleurs ils n'appartiennent pas à une minorité nationale... Les raisons motivant leur demande de quitter le pays sont d'ordre politique co-économique.

Nous ne nous adressons pas seulement aux gouvernements des pays qui ont signé les Accords d'Helsinki, mais également aux organisations syndicales de travailleurs et aux partis socialistes et communistes, aux pays de l'Ouest.

ICI LE TRAVAILLEUR N'A PAS LE DROIT DE PROTESTER

Leonid Mihailovitch Sery, Ukrainien né en 1936, vit avec sa femme et ses six enfants à Odessa (199 rue Frounze, appartement 128). Dans son appel aux gouvernements des pays de l'Ouest et aux organisations humanitaires internationales, L. Sery décrit en détail la situation matérielle de sa famille, citant de nombreux faits. Leonid Sery écrit notamment :

«Je travaille comme tourneur dans une entreprise de réparation navale du port de pêche d'Ilicer Sear... Ma femme ne travaille pas car nos enfants sont jeunes... Après tous les achats et paiements nécessaires, il nous reste 15 à 20 roubles pour la nourriture, par personne et par mois. Par conséquent, nous avons constamment faim, et il en résulte que les enfants, affaiblis, tombent malades. Nous avons constamment faim, spécialement durant la seconde partie du mois... Les docteurs disent que nos organismes sont extrêmement affaiblis, épuisés. En conséquence, nous sommes toujours enrhumés. Nous manquons de vitamines et de graisses, d'où un faible taux d'hémoglobine, de l'anémie et les enfants sont rachitiques. Tout ceci est le

résultat d'une nourriture insuffisante. Mais ils disent : «mangez bien et vous serez en bonne santé». En dépit de tous ces obstacles et privations, j'essaie de travailler de mon mieux, avec l'espoir, improbable, que mes patrons me récompenseront, et me permettront de gagner assez pour nourrir ma nombreuse famille. Je remplis les normes de production à 140 - 150 %, ne bois gas, ne fume pas, ni ne tire au flanc.»

«Seuls ceux qui vivent en Union Soviétique peuvent comprendre l'exténuant, avilissant et inutile monde de la paperasse. Ici, la propagande dit s'intéresser aux lettres des travailleurs, mais la réalité est qu'on ne leur demande rien de tel, pas plus qu'on n'accorde attention à leurs plaintes, protestations, ou besoins. Et s'ils tombent sur un type vraiment têtue, ils lui disent : «vous avez des idées anormales et nous pouvons vous soigner». C'est ce qu'ils ont dit à Moscou, au comité central du PCUS. Et à Kiev, à l'immeuble du comité central, ils amenèrent une voiture spéciale pour prendre ma femme qui était venue se plaindre. Mais grâce à d'autres gens, des plâtriers qui réparaient un immeuble de l'autre côté de la rue, ils ne purent l'embarquer, les enfants de leur côté s'éparpillèrent dans toutes les directions... Voyant tout ceci et commençant à prendre conscience, nous avons tiré la conclusion qu'ici, en URSS, un travailleur n'a pas le droit de protester. Nos syndicats non plus n'ont pas le droit et on ne leur demande pas de le prendre. Toutes nos lettres ont été reçues avec brutalité et cynisme.»

«Aidez-nous, ne nous laissez pas mourir de privations successives. Honte à nos dirigeants, les travailleurs ne sont pas en mesure de nourrir leurs familles, et nourrir le peuple avec des promesses et des slogans, c'est une ignominie. Aidez-nous, s'il vous plaît, à partir. Je désirerais aller aux USA ou au Canada. Au Canada, il y a des Ukrainiens et ce serait plus facile pour nous, linguistiquement. Nous sommes aussi des Ukrai-

C'est la première fois qu'une telle liaison s'établit entre les travailleurs et le «mouvement des droits de l'homme», la première fois également que spontanément des travailleurs ont adressé des lettres aux opposants soviétiques pour leur exposer leurs problèmes.

Nous publions ici deux lettres de travailleurs soviétiques. Que ces travailleurs ne voient pas d'autre issue à leur situation, est secondaire. Ce qui compte pour nous, c'est le témoignage, le réquisitoire accablant qu'elles constituent contre le système d'oppression et d'exploitation imposé aux travailleurs par la nouvelle bourgeoisie soviétique.

niens. Nous attendons, si nous ne mourrons pas d'ici là. Nous espérons.»

Alors que nous pritions assistance à Leonid Sery et à sa requête pour émigrer, nous nous sommes également adressés à des organisations syndicales et humanitaires en leur demandant de fournir une aide matérielle pour la famille Sery. En URSS, il n'est pas possible de fonder des sociétés humanitaires, et les gens qui tentent de faire la charité semi-légalement, risquent d'avoir des ennuis avec les tribunaux. En ce qui concerne les syndicats, la lettre de L. Sery est suffisamment claire à leur sujet.

LE TRAVAILLEUR RUSSE VEUT LA DIGNITÉ

Valentin Anatolyevitch Ivanov : russe né en 1930, ouvrier-électricien, vit à Kaluzski Oblast, Borovski Raion, pos. Ermidino, rue Ostrovsky, bloc 75.

Dans une pétition envoyée au Présidium du Soviet Suprême d'URSS en août 1976, il écrit :

«Sur la base de la «loi de la citoyenneté d'URSS» et aussi du statut 13 de la «déclaration universelle des droits de l'homme» et de l'acte final de la conférence d'Helsinki, je demande que vous me permettiez de quitter l'URSS.»

«Je suis un travailleur russe, âgé de 46 ans, j'ai travaillé à la production durant 30 ans, dont 22 années dans les installations électriques. Dans les archives du KGB il y a trois documents qui confirment que je suis un électricien qualifié, consciencieux dans mon travail, je ne bois pratiquement jamais de spiritueux, et ne fume pas.»

«Je vais énumérer plusieurs des raisons qui me motivèrent en 1959 à prendre le risque d'essayer de passer illégalement la frontière et de demander en 1964 et 1969 à quitter le pays et maintenant de nouveau de m'adresser au Présidium par cette requête :

- 1) Le faible niveau du salaire des travailleurs. Je peux dire, en connaissance de cause, que j'ai passé mes meilleures années à travailler pour une bouchée de pain.
- 2) L'absence complète de défense pour les travailleurs contre la tyrannie de l'administration vu l'absence de syndicats libres. Par exemple, en septembre 74, on m'a forcé à travailler le samedi et le dimanche durant 20 heures sans rien me payer du tout. Le syndicat, à qui je m'adressais pour une revendication, se rangea du côté de l'administration. De tels cas peuvent être cités à la douzaine.
- 3) L'absence d'un système de tribunaux objectifs et indépendants. C'est seulement à cause de cela que, à Bakou du-

rant l'automne 1966, le juge Aliev m'a condamné sous l'accusation d'avoir tenté de traverser illégalement la frontière. Le KGB de l'Azerbaïdjan a monté toute l'affaire, et Aliev fit tout pour se débarrasser des réglemens juridiques. ques.

4) Le traitement dans les camps de travail est cruel et humiliant pour la dignité humaine. Je peux parler de cela par expérience parce que j'ai passé plusieurs journées dans un isolement total dans les cellules glaciales du camp 8 de Omsk Y.M.Z. Là, en dehors des coercitions habituelles : faim, marches de trois jours, on ne me donna rien à boire, sur ordre du major Polyakov.

5) La tendance constante et croissante du KGB est d'employer la psychologie pour pousser plus loin la possibilité d'interrogatoire et de répression. Ainsi, en automne 66, le capitaine Talanov, un enquêteur du KGB de l'Azerbaïdjan, m'assigna dans une section psychiatrique parce que je ne me déclarais pas coupable.

Quand je fus de retour après vingt jours passés à l'hôpital, je refusai de nouveau de reconnaître ma culpabilité, Talanov commença à me menacer de me renvoyer à l'hôpital.

A l'automne 1972, à Omsk, le lieutenant-colonel Udovidchenko donna l'ordre de me placer dans une section psychiatrique et le médecin-chef de l'hôpital qui ne m'avait jamais regardé dans les yeux donna automatiquement l'ordre de me mettre dans la section où se trouvaient les fous délirants. Heureusement, le garde qui était de service cette nuit était une doctoresse qui subodorait quelque chose et qui prit sur elle de s'opposer à cette décision criminelle. Au bout de sept jours j'étais reconnu comme étant en bonne santé...

«Depuis, l'expérience m'a montré que les autorités ignorent les déclarations similaires à celle-ci. Je vais envoyer une copie de cette déclaration à l'Ambassade des Etats-Unis avec la demande qu'elle soit publiée dans la presse libre, dans le but de la porter par ce biais à la considération de notre gouvernement, d'attirer l'attention des sociétés de l'ouest et, par dessus tout, les ouvriers de l'ouest, sur le sort de l'ouvrier russe défendant ses intérêts et sa dignité d'homme».

Le 21 septembre 1976, V.A. Ivanov, à Moscou, se rendit sur la place de la Révolution avec cette banderole : «Aux autorités soviétiques. Je demande le droit de partir. Je suis passé dans l'enfer de vos camps et de vos «approfondissements de conscience». Qu'est-ce que ce sera la prochaine fois ? - Un travailleur russe, Ivanov V.A.»

Au bout de dix minutes, Ivanov était ceinturé par la milice. Après quoi, il fut assigné à résidence.

LES OPPOSANTS SOVIÉTIQUES EN APPELLENT A LA CLASSE OUVRIÈRE DE TOUS LES PAYS

La condition des travailleurs soviétiques exige la plus grande solidarité de la part des travailleurs européens. La répression qui s'abat sur eux doit être combattue, c'est ce que demandent aujourd'hui le mouvement démocratique en URSS, comme nous le rappelait Victor Fainberg.

«Les syndicats pourraient faire des campagnes pour que les travailleurs privés de travail en raison de leurs opinions, trouvent du travail.

Des délégations de représentants syndicaux pourraient se rendre en URSS pour rencontrer les membres du mouvement des droits de l'homme emprisonnés, ainsi que leur familles. Ainsi, le britannique Tom Steppard s'est rendu à la prison psychiatrique de Léningrad. Il a pu voir Borisssov. Cela a contribué à son élargissement.

Lorsque des représentants soviétiques viennent en Occident, partout sur leur passage, ils doivent se trouver en face des prisonniers politiques. Les représentants des syndicats soviétiques ne doivent plus être reçus; car ils ne représentent en rien la classe ouvrière. Chélepine avait été invité en Angleterre en 1975 par les Trade Unions. En réalité c'est un représentant du KGB placé à la tête du syndicat».

RPR

L'APPRENTISSAGE DE L'OPPOSITION

«Il est clair que notre accord ne vaut pas approbation de l'ensemble de votre politique (...) Ce débat n'est pas un débat de politique générale. Vos propositions ne répondent pas aux problèmes politiques que se posent aujourd'hui les Français». On savait la majorité divisée, on savait que le plan d'action gouvernemental ne correspondait pas aux désirs du RPR, mais de tels propos de la part du

porte-parole du groupe le plus important de la majorité parlementaire illustrent l'ampleur des divisions de la droite. Plus peut-être que l'annonce du dérisoire programme de Barre, l'évènement politique est dans l'affirmation marquée du RPR de ne plus faire confiance dans le gouvernement Giscard-Barre.

De fait, en passant par des stades spectaculaires et d'autres qui le sont moins, la division au sein de la droite n'a fait que s'organiser et s'amplifier depuis quelques mois. Le premier gouvernement Barre avait été contesté, mais en respectant certaines limites, ne serait-ce que celles qui tenaient à la présence d'un gaulliste parmi les trois ministres d'Etat, Guichard en l'occurrence. Les derniers remous spectaculaires avaient été l'annonce, le surlendemain de la conférence de presse de Giscard, de la candidature Chirac à Paris, puis les péripéties de cette campagne elle-même, fatale à d'Ornano. Depuis, le calme n'a été qu'apparent entre les clans de la droite, les critiques envers Giscard ne cessant jamais, qu'elles soient le fait de «marginaux» du RPR, comme Sanguinetti, ou de voix plus autorisées, comme celle de Monod, délégué politique.

Depuis un mois, depuis les élections municipales, le RPR a éprouvé le besoin de



L'Etat-major du RPR de Debré à Chirac, repart à l'offensive... contre Giscard.

réfléchir, et de définir une tactique appropriée à la situation. Celle-ci a en effet nettement changé avec la victoire de la gauche, qui rend plus aléatoire pour Giscard la possibilité d'élections anticipées. Dans la situation actuelle, de telles élections ne pourraient que favoriser

l'Union de la gauche. C'est donc de ces élections législatives, qui auront lieu dans moins de 11 mois maintenant, dont on discute le plus au RPR. Rien de changé quant au fond des divergences entre giscardiens et chiraquiens : le RPR souhaite avant tout un programme d'action électoral, un programme qui lui permette une fois de plus de battre la gauche. Pour le reste, il sera toujours temps de voir, une fois le pouvoir conservé. Cette position est résolument contradictoire avec celle de Barre, qui malgré les réajustements démagogiques de son plan, espère à plus long terme.

Dégagé des responsabilités gouvernementales, le RPR fixe tout son objectif sur 78 : en se dédouanant du gouvernement, et c'est le sens des critiques acerbes de Labbé dans le débat parlementaire, en essayant d'infléchir quelque peu celui-ci dans les domaines où c'est possible, l'aide aux PME par exemple, en préparant son propre «programme commun de la majorité», et Labbé a annoncé que le RPR s'attellait à cette tâche, enfin en structurant le mouvement chiraquien. Plusieurs mesures vont dans ce sens : ainsi le RPR prend maintenant systématiquement position sur tous les problèmes d'actualité, de Concorde à la sidérurgie, en passant par le service national ou le problème des professions libérales. On voit des élus RPR participer à des manifestations, là encore à Thionville, ou à Grenoble contre l'attentat fasciste.

Pour parachever cette préparation des législatives (au sujet desquelles Monod

dit que le RPR y serait prêt dans 6 semaines), l'ensemble des cadres va être renouvelé, les secrétaires départementaux le 30 avril, les responsables de sections et de circonscriptions au cours du mois de mai. Déjà, 400 «pré-investitures» ont été accordées à des militants du RPR. Enfin, dernier acte de cette préparation, Chirac va engager une tournée en province, à Sochaux, à Lille, et à Colombes pour un rassemblement parisien. Il est nécessaire d'ajouter à l'ensemble de ces mesures la constitution autour de Chirac d'une espèce de «cabinet fantôme», qui ne comprend rien moins que Couvé de Murville aux relations extérieures, Ansqer à l'artisanat (il en était encore ministre récemment), Nungesser à l'économie (lui aussi a été ministre), etc...

Au vu des résultats des municipales, le RPR n'a pas aujourd'hui intérêt à provoquer des élections anticipées, et Chirac semble avoir pu convaincre de cela des gens comme Debré. Tout en essayant de peser sur le gouvernement Barre par de multiples pressions analogues aux menaces de Labbé hier, il prépare les inévitables législatives de 78. Ou bien la majorité les gagne, et le RPR aura suffisamment participé à cette victoire pour obliger Giscard à lui en être gré, ou bien, ce qui est plus probable, il les perd, mais alors il est en position d'apparaître comme un parti d'opposition autrement plus conséquent que centristes et giscardiens. La diatribe de Labbé, celle de Debré hier, allaient plus loin que la discussion sur les dérisoires mesures du plan Barre-bis.

LES RÉACTIONS AU PROGRAMME D'ACTION DU GOUVERNEMENT BARRE BIS

«Les Echos» ne sont pas convaincus des mesures pour l'emploi tout en affichant un mépris total des travailleurs : «Il aurait peut-être fallu autre chose pour arriver à faire boire un âne qui n'a pas soif !» L'inquiétude grandit quand il s'agit de l'augmentation de l'essence : «On peut se demander si un surcroît d'austérité sera considéré comme cohérent avec la lutte contre le chômage». Enfin c'est le scepticisme quant aux moyens : «Un emprunt «à la Pinay» est-il suffisant pour rétablir la confiance dont tout dépend ? C'est la seule question qui vaille».

«Le Figaro», dans la lignée du RPR, regrette tout d'abord «le décalage entre l'action de M. Barre et les aspirations des mouvements de la majorité, en particulier du RPR». Le débat interne à la majorité, dit-il, porte sur l'appréciation des moyens qu'elle se donne pour gagner les prochaines élections : «Priorité à la bonne gestion, génératrice la plus assurée de succès électoraux, voilà la politique du premier ministre. Priorité au combat électoral, même si le coût économique doit en être élevé, tel est le vœu des parlementaires de la majorité». En conclusion, s'il y a accord sur les mesures elles-mêmes, la confiance est bien faible quant aux capacités politiques de ce gouvernement : «Bonne gestion, certes, c'est indispensable. Mais aussi action politique, énergique, assurée, convaincante...».



«Le Quotidien de Paris» pour sa part, constate la faillite politique de Barre : «sa crédibilité politique, à peu près nulle quand il est arrivé à Matignon, a complètement disparu au lendemain des municipales. Sa crédibilité d'économiste s'effrite dangereusement», et titre : «Il n'y a plus de majorité».



«Le Matin de Paris» n'y va pas par quatre chemins : «Les députés attendaient Raymond Barre. Ils n'ont vu et entendu que François Mitterrand... Le véritable chef d'un gouvernement, n'était-ce pas lui ?». Mais que reproche-t-on à Barre : «Une fois de plus, le premier ministre a rappelé les difficultés de toutes les économies occidentales en reprenant la litanie de la hausse du pétrole, du prix des matières premières, de la libération des échanges, etc...».

Et comment analyse-t-on cela au «Matin de Paris» : «Cette évolution mondiale est une réalité irréversible... c'est par une politique de même nature qu'il convient de lui répondre».

Enfin l'«Humanité» reste aussi générale et peu virulente que le discours de Ballanger. Tout ce qu'on propose c'est le Programme Commun, sans s'y étendre d'ailleurs trop, comme R. Leroy «Il n'y a tout le monde de plus en plus pas d'autre solution que celle de changement profond de politique, de l'application du Programme Commun de gouvernement». Et l'«Humanité» de donner comme seule perspective : «à 1978!»

Quant aux directions syndicales, tout en rejetant le plan gouvernemental, elles restent plus que vagues sur les moyens d'une riposte réellement efficace :

— Séguy : «Tout justifie donc que les travailleurs renforcent leur unité et leur action pour assurer la défense de leurs revendications».

— CFDT : «C'est par le développement de l'action, notamment du 28 avril, que les travailleurs imposeront enfin des négociations pour avoir une porte que M. Barre fait semblant d'entre-bailler».

Conseil des ministres

PLAN BARRE ET ÉLECTIONS

Principalement consacré à un dernier examen du plan Barre bis présenté dans l'après-midi à l'Assemblée, le conseil des ministres a cependant examiné d'autres points. Ainsi, des facilités de vote ont été accordées aux français résident à l'étranger. La majorité de ces français étant des fonctionnaires d'ambassade, ou travaillant pour la «coopération», on devine l'intérêt de cette mesure à quelques mois des législatives, toutes les voix étant nécessaires à la majorité.

Le conseil des ministres a

également précisé le rôle et le statut du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. On ne sait toujours pas si ce secrétaire sera Soisson, ou si celui-ci acceptera finalement le secrétariat général des RI. Il a repoussé sa décision à cette semaine, sans plus de précision.

Enfin, mais il fallait s'y attendre, Giscard s'est félicité de son voyage à Dakar. Selon lui, «la décision et l'action de la France ont rendu confiance à l'Afrique». Il n'a pas osé dire la même chose en ce qui concerne le plan Barre bis et les français.

10 % de cambriolages en moins

Le nombre des cambriolages a diminué de 10 % l'an dernier en France par rapport à 1975. En 1976, le nombre des cambriolages s'est élevé à 183 395.

Le gouvernement va lancer une nouvelle campagne d'intoxication sur le cambriolage au cours des mois prochains : messages publicitaires à la radio et à la télé. Jean Richard est requis pour participer à cette tentative d'étendre la suspicion et la délation.

LUTTES OUVRIÈRES

Thionville : Serico - Fild - Soloci

LES TRAVAILLEURS MARQUENT DES POINTS

Hier matin passaient au tribunal de Thionville les affaires Serico et S.A. Evangélisti ; comme pour Soloci-Solomi-Satram, le PDG voulait liquider. Evangélisti expliqua que s'il voulait demander la liquidation de deux nouvelles sociétés, c'est que les «Soloci» avaient bloqué le matériel. Ce qu'il a oublié de préciser, c'est que ce matériel avait été saisi et mis sous scellés. Pour le moment, au tribunal, rien n'a été décidé.

Ensuite, les travailleurs de Fild passaient en référé. Le patron demandait l'expulsion des travailleurs qui occupent les ateliers et cela pour «entraver à la liberté du travail».

«Près de 70 licenciements, voilà la véritable entrave à la liberté du travail» déclarait un responsable CFDT au tribunal. «Tout le monde ne veut pas travailler» osait déclarer l'avocat patronal. L'accueil que fit la salle à une telle affirmation en fut

le cinglant démenti. Alors que la direction voulait l'expulsion immédiate, le juge a apprécié le «défaut d'urgence» et a accordé un sursis jusqu'à vendredi.

«Voilà deux reculs que nous avons su imposer grâce à notre mobilisation» soulignait un responsable CFDT.

En effet, pendant tout le jugement, la rue devant le tribunal était bloquée par plus de 500 ouvriers de Soloci, Fild et SILF, toutes des entreprises occupées par leurs travailleurs. Ensuite le Pont des Alliés, artère principale de la ville, fut bloquée pendant plus d'une demi-heure. Et une manifestation fut organisée jusqu'à la sous-préfecture.

Ce qui a été souligné, c'est la discrétion, et le mot est faible, des gens du PCF : «On a certes eu des motions de soutien des municipalités de gauche, mais la municipalité «apolitique» de Königsmacker,



Les travailleurs de Soloci-Solomi refusent de «se laisser vendre» par leur patron.

elle au moins nous a versé du fric. Nous n'avons pas eu un seul gars de la municipalité de Thionville du PCF à notre «portes ouvertes. Ils ne peuvent pas contrôler notre lutte, alors

ils préfèrent l'ignorer. Pire, nous avons vu sur Thionville nos affiches recouvertes immédiatement par la CGT ! » commentait amèrement un travailleurs de la Soloci.

Chapellerie (Chazelles-sur-Lyon)

SUCCÈS DE L'OPÉRATION «PORTES OUVERTES»

On peut évaluer à 10 000 personnes, le nombre de visiteurs venus dimanche à Chazelles, pour cette opération «portes ouvertes». Pourquoi tant de monde ? Ce n'est pas un intérêt particulier pour le chapeau remis au goût du jour mais pour apporter un soutien populaire à une lutte qui dure depuis des mois. Cette fermeture pour Chazelles, c'est la catastrophe ! Souvent la bourgeoisie a créé ces monopoles locaux à la campagne pour mieux tenir la main d'œuvre. Comme le textile par exemple dans la région, (comme Valley, à Maclas, qui licencie aujourd'hui). Rien ne peut remplacer dans l'immédiat cette industrie pour lesquelles, la main d'œuvre était hautement qualifiée. Les municipales n'ont changé en rien le problème de l'emploi,

malgré le raz-de-marée de la gauche dans la région stéphanoise :

- menace de licenciements à Manufrance, ce qui met le maire PC à St Etienne au pied du mur
- société de forage à Rivede-Gier qui licencie les intérimaires alors qu'il était prévu qu'elle accueille les licenciés de BSN... selon les promesses du patron de gauche Riboud.
- Ixeco, conflit qui dure
- Delay, (Galet), licencie
- forges stéphanoises à l'Horre où les débrayages se succèdent.

Les journées «portes ouvertes» à Chazelles montrent par leur ampleur que la mobilisation populaire contre le chômage, pour «vivre et travailler au pays» continue de plus belle.

Coor. St Etienne

Nanterre Margoline (CERO) :

À la suite de plusieurs débrayages, au mois de mars au dépôt, les 60 travailleurs de Margoline avaient réussi à faire céder le patron sur plusieurs revendications, concernant les conditions de travail, et les salaires. Le 18 avril, 5 travailleurs, 4 ouvriers immigrés et un ouvrier français, dont le délégué syndical CFDT, apprennent leur licenciement pour soi-disant «raison économique». Licenciement économique ? Alors que tous les travailleurs sont obligés de faire plus de 40 heures par semaine, et même certains, 60 heures.

Non les travailleurs de Margoline ne céderont pas ! Ils dénoncent les licenciements répressifs et sont décidés à y faire échec.

Corr. Nanterre

Tecla à Delle territoire de Belfort

Depuis vendredi dernier, les 1 000 ouvriers de Tecla sont en grève avec occupation. C'est lorsque la direction a annoncé que le salaire de base ne serait revalorisé que tous les six mois que la grève est partie. D'un atelier de production d'abord, pour s'étendre ensuite à toute l'usine.

- Les revendications sont les suivantes :
- revalorisation de la base minimum, calculée en fonction du rendement.
 - primes de vacances.
 - 13^e mois
 - rattrapage sur la hausse du coût de la vie.

La semaine dernière, le patron plastronnant au cours d'une cérémonie de remise de médailles disait fièrement que «malgré la crise, Tecla se porte bien, que l'usine a acheté une machine de 700 millions.»

Cela n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Il va falloir penser aux revendications des travailleurs maintenant.

SONOFAM

Pour protester contre une sanction infligée à un délégué CGT, secrétaire du comité d'entreprise, les travailleurs de la SONOFAM à Bonnœil (Val-de-Marne) ont débrayé dans leur quasi totalité. Le délégué avait été mis à pied et

menacé de licenciement.

PANNE D'EAU

Les bouteilles d'E-vian ne sortent plus des usines d'Amphion et d'Evian (Haute-Savoie). La source serait-elle tarie ? Non, tout simplement les 1 800 travailleurs de ces deux usines sont en grève pour les salaires.

POLITIQUE

Manufrance

LE PCF AU PIED DU MUR

La manufacture d'armes et cycles de St-Etienne existe depuis le début du siècle, et est devenue progressivement un empire industriel d'importance avec les armes, les cycles, mais aussi la fabrication de la grande majorité de ce qui est proposé dans le fameux catalogue, auquel il faut encore ajouter la revue «Le chasseur français» qui possède plusieurs centaines de milliers d'abonnés. En 1945, les principaux actionnaires de Manufrance firent don de leurs actions, 50%, à la municipalité de St-Etienne, qui s'est ainsi retrouvé le véritable patron de l'entreprise. Même si la municipalité ne possède plus maintenant que 25 % des actions, elle n'en reste pas moins le principal actionnaire. Spécialisé dans les biens de consommation, Manufrance se trouve en position difficile depuis plusieurs années, position qui s'est traduite par des déficits successifs durant ces dernières années.

Face à cela, une solution, toujours la même, s'offrait à la direction : les licenciements. C'est dans ce but qu'un PDG a été nommé en avril 75 par Durafour : André Blanc, haut fonctionnaire du ministère des finances. Un élément nouveau est intervenu dans ce qui n'aurait pu être qu'une restructuration parmi d'autres : l'élection surprise de Sanguedolce, ancien secrétaire de l'union locale CGT, membre du PCF.

C'est donc maintenant la municipalité de gauche qui devient maître du jeu, et qui se trouve face à ce difficile problème de restructuration de Manufrance. Deux membres de la municipalité ont d'ailleurs été désignés au conseil d'administration : un économiste du PS, et l'ancien secrétaire CGT du comité d'entreprise.

À moyen terme, la situation est dans l'impasse totale : le PDG proposait le licenciement de 1 013 employés sur les 1 276 qui travaillent à la production proprement dite. La municipalité n'a bien sûr pas pu faire autrement que de refuser les licenciements, ne serait-ce que parce que cela avait été un des thèmes centraux de la campagne électorale de la gauche.

Situation bloquée, démission du PDG, les actions de Manufrance sont en train de s'écrouler de manière spectaculaire : de 250 francs avant le 13 mars, elles sont passées à 75 F aujourd'hui. Le seul ballon d'oxygène fourni par la municipalité a jusqu'ici été d'obtenir un prêt d'une compagnie d'assurance, la Banexi, moyennant la vente de 4,5 % des actions. Aller au delà signifierait que la municipalité PCF ne contrôlerait plus Manufrance, et pour les dirigeants révisionnistes, il n'en est pas question. Une autre solution, proposée par

la BNP et consistant dans l'hypothèque des terrains situés au centre ville, a également été refusée.

Quelles solutions restent alors à la gauche ? Dans sa conférence de presse d'hier, Sanguedolce n'en a trouvé qu'une : dénoncer la gestion désastreuse de la précédente municipalité Durafour, et attendre l'application du programme commun «qui garantira à cette entreprise et à toutes les autres petites et moyennes entreprises leur existence et leur place propre dans le système produc-

tif français». Mais que deviendront les travailleurs d'ici là ? Si la municipalité a les moyens de diriger, elle n'a pas les moyens de contrôler les autres actionnaires, elle n'a pas les moyens de contrôler non plus les possibilités de vente de Manufrance. C'est peut-être pour cela que Sanguedolce commence à dégager sa responsabilité, précisant que «les questions de structures financières et de trésorerie ne sont pas des compétences de la municipalité».

FABRE : LA NOSTALGIE DU CENTRE

Robert Fabre, président des radicaux de gauche, s'appitoie sur le sort du centre, et sur son échec. «Que sont devenues les revendications du manifeste Radical touchant à la fois le pouvoir héréditaire dans l'entreprise, à l'impôt progressif sur les successions, à la suppression des grandes écoles ?», etc, etc... C'est ainsi que dans le Quotidien de Paris, il explique en quoi le Centre fut une solution, et il regrette de voir les dirigeants du centre s'être fait lamener par la droite. Comme si Lecanuet ou Servan Schreiber n'avait pas toujours été à droite ! Et toute cette digression pour finalement dire qu'il est hostile aujourd'hui à la proportionnelle, qui ne pourrait servir que les nostalgiques d'une troisième force. Fabre s'accroche à l'union de la gauche, en qui il voit sa chance de pouvoir jouer un rôle

LUTTES OUVRIERES

Éboueurs parisiens

LA LUTTE CONTINUE

«Les causes du mouvement actuel remontent à plusieurs années. On se souvient que nous avons déjà mené de nombreuses grèves : en 68, 70, 72, 74, 76. A chaque fois, nous avons rencontré un certain nombre de succès mais l'essentiel n'a jamais été réglé. Ainsi s'exprimait lors de ces dernières 48h, un responsable CGT des éboueurs parisiens.

«L'essentiel pour les éboueurs, c'est beaucoup de choses mais déjà l'établissement d'une grille indiciaire salariale qui aurait au moins le mérite (à défaut de tout autre) d'assurer une augmentation immédiate des salaires. La lutte actuelle est le résultat logique du bilan de plusieurs mois de «négociations» tiré par les éboueurs parisiens. Des «négociations» disent justement nombre d'entre eux «qui ne pouvaient guère aboutir sans rapport de force».

En 76, Stoléro «accorde» une entrevue «Au départ, cela nous est apparu comme une bonne chose. Au mois d'août de la même année, c'est la promesse de cette grille. Par la suite, on apprendra que sa mise en place était fonction du plan Barre et ne pouvait l'être (éventuellement) qu'en juillet 77».

«Puis il y a eu Chirac, qui lui, aussi à la mairie, a convoqué d'urgence le syndicat du nettoyage ; on aurait dit qu'il y avait le feu à l'hôtel de ville. Toujours est-il qu'il nous a annoncé que lui aussi était très sensible au problème du nettoyage». Une «sensibilité» qui aura pour résultat de porter la prime matinale à 128 F alors que les éboueurs réclament 150 F (rappelons que cette prime, bien modeste, est exigée pour pallier aux dépenses que doivent faire les éboueurs : un véhicule personnel est nécessaire pour se rendre au travail à 4 heures du matin).

«Toutes ces palabres ont assez duré» ont estimé les éboueurs qui ont engagé la lutte il y a 8 jours.

D'autres revendications sont à l'ordre du jour :

augmentation des effectifs, à travail égal, salaire égal, etc...

Ce n'est donc pas le moment de lâcher. C'est le moment de se donner des moyens supplémentaires pour gagner.

On peut donc raisonnablement se demander si certains propos tenus par certains dirigeants syndicaux

ne vont pas dans le sens contraire. Ainsi cette déclaration : «Les travailleurs se rendent compte des difficultés pour aboutir. Nous ne sommes pas pour le tout ou rien. Mais il faut faire des propositions acceptables... Nos revendications coûteraient tout de même moins chère que la dégradation du matériel qui ne va pas manquer d'être importante

si la grève continue. Rappelons-nous la grève de 74 qui a coûté des milliards».

Avec une telle «stratégie» si elle venait à prendre le dessus, c'est aux travailleurs que la grève risquerait de coûter cher.

Richard FEUILLET



Les sociétés privées briseuses de grève.

Les soldats témoignent

«On nous a fait venir à 1 000 d'Allemagne»

11 heures du matin, rue des Pyrénées, dans le 20ème.

Le capitaine est descendu de la jeep arrêtée le long du trottoir pour converser avec trois soldats qui, à son goût, n'avancent pas assez vite dans le ramassage des ordures ; à juste titre, en effet ils ne se pressent pas : en trois heures, le camion-benne de la ville de Paris (une partie a été bloquée par les éboueurs) a parcouru 150 mètres et trois tas d'ordures.

Voyant que ses remontrances sont sans effet, le capitaine tente une autre tactique : «Allez boire un verre» dit-il. Les soldats ne se le font pas dire deux fois mais rien n'indique qu'ils iront plus vite. Nous en profitons en tous cas pour discuter.

«Nous venons d'Allemagne, plus précisément de Karlsruhe. D'autres viennent de Kiel. Nous faisons partie d'un régiment du train-auto. En fait, la plus grande partie de ceux qui ont été réquisitionnés à Paris viennent d'Allemagne. Nous sommes 1 000 dans ce cas. Quelques-uns viennent de Fontainebleau.»

L'Etat-Major militaire a semble-t-il évité de réquisitionner les régiments jugés trop «subversifs».

Si les motifs sont différents, tous en tout cas n'apprécient guère leur «descente à Paris» : «On peut dire que c'est du travail forcé ; aujourd'hui on s'est levé à deux heures du matin et on ne sait pas encore quand on finira. Une fois qu'on aura mené les bennes pleines à Ivry, on rentrera. On est logés à Fontainebleau. Enfin, logés c'est beaucoup dire ! On est entassés à 1 000 dans un hangar, sans drap ni couverture. Il faut ajouter que nos permissions ont sauté. Pourtant on n'en a déjà pas souvent.»

Un photographe dont on sait seulement qu'il avait auparavant longuement conversé avec un capitaine fera remarquer : «Vous aurez peut-être des permissions supplémentaires pour ce travail.» Les soldats,

autre qu'ils n'y croient guère, affirment unanimes que ce n'est pas leur problème. «Le problème, c'est que ce qu'on fait est dégueulasse. Nous on ne demande pas mieux que de rendre les bennes. Mais on peut difficilement faire autrement. Si tu refuses, c'est le «trou» ou pour ceux qui vont partir dans 28 jours (classe 77/04) le «rab».

A LA SAVIEM, TOUS LES JOURS DES ACCIDENTS

L'ensemble des travailleurs de la gamme basse a débrayé en début de semaine pour protester contre les mauvaises conditions de travail et les risques que présente le fonctionnement des chariots défectueux.

A la sellerie, une personne a été victime d'un malaise : il a fallu près d'un quart d'heure pour accéder au brancard et éviter les encombrements afin d'atteindre l'infirmerie.

Cette politique de prévision des accidents, nous devons l'imposer aux pa-

Lot et Garonne

Situation agricole

Du mécontentement dans l'air

Après les pluies abondantes des derniers mois et les terribles gelées du 31 mars et de Pâques, le beau temps n'est pas vraiment revenu dans le Sud Ouest. Malgré les derniers jours ensoleillés, il est à nouveau couvert ; les agriculteurs craignent encore de petites gelées. D'ailleurs dès le soleil revenu ils ne se sont pas précipités dans les champs pour rattraper le retard pris dans les cultures.

D'abord souvent il faudra attendre plusieurs jours avant de s'aventurer dans les champs détrempés. Et l'eau et le froid ont détruit des cultures commencées à l'automne (blé d'hiver...), et avec elles toutes les dépenses en travail, en semences, en engrais, en produits de traitements, etc... Maintenant, s'il n'est pas trop tard, il est très difficile pour les petits paysans de recommencer à zéro avec des cultures de printemps, d'y engager de nouvelles fortunes.

Quant aux cultures fruitières et maraichères, c'est la catastrophe : les gelées de Pâques, avec la neige, ont une envergure jamais vue depuis 100 ou 150 ans, affirment de vieux paysans. Dans le Lot et Garonne, la vigne et les arbres fruitiers sont détruits à 80 ou 100 %. Ecoi tons les agriculteurs : «Quand on regarde la vigne, on se demande si on est en décembre ou en avril. Selon ma coopérative, la production de pruneaux d'Agen ne dépassera pas cette année 15 % de la production normale. Bonne affaire pour les importateurs de pruneaux de Californie ou de Turquie !. C'est deux récoltes qui sont foutues, car le bois de taille a été atteint, et l'hiver prochain, on ne pourra pas tailler correctement». La production de pomme de terre sera bonne, mais retardée, et celles du sud Ouest arriveront en même temps que celles de Bretagne. Cela veut dire des pommes de terre longtemps

chers sur le marché puis des cours très bas, ou le retrait pour les producteurs.

Le mauvais temps, a d'ailleurs bien d'autres conséquences : après la récolte très limitée de ferrals l'an passé, les stocks s'épuisent et la mise à l'herbe fraîche du bétail ne peut plus attendre. Mais va-t-on mettre ses vaches dans un pré inondé et jaunissant ? Encore une fois la récolte de foin sera de mauvaise qualité, car la flore des prairies a été endommagée. Et que vont faire les travailleurs saisonniers locaux ou espagnols, s'il n'y a pas de fruits à ramasser ? Pourtant ils sont nombreux ceux qui comptent là dessus pour vivre. Cet accident nature illustre une nouvelle fois vers qui penche la balance du capitalisme. Pour les uns, c'est l'occasion de faire des affaires, ou de s'accaparer peut être des subventions ou des prêts à taux bonifiés, et de se renforcer sur le marché ; pour les autres, c'est l'obligation de quitter la terre, ou de s'endetter jusqu'à la chemise, c'est le chômage, c'est des produits indispensables comme les fruits, hors de prix. Ce n'est pas seulement le mauvais temps qui est responsable, c'est surtout l'organisation capitaliste de la production et de la consommation. Les agriculteurs qui l'apprennent à leur dépend, en tiendront compte.

Michel BASTOUS

**FONDERIES MESSIER ARUDY
LA LUTTE CONTINUE !
NON AUX LICENCIEMENTS !
NOUS VOULONS VIVRE ET
TRAVAILLER AU PAYS !**

Mercredi, les métallos de la fonderie Messier vont attaquer leur 1^{er} semaine de grève. L'unité s'est aussi renforcée à la journée vallée morte, le jeudi 21 ; 3 000 manifestants se retrouvaient à Arudy, ouvriers, paysans et la population de la vallée, pour affirmer leur volonté de vivre et travailler au pays. A l'heure où Lucien, le PDG de Messier refuse toute négociation, c'est sur la base de l'unité populaire de la vallée, et de leur propre unité dans la lutte que les ouvriers ont décidé de se rencontrer pour prendre de nouvelles initiatives.

trons qui, comme toujours, ne sont soucieux que par rapport aux profits. Quant à l'imagination, ils en ont plutôt dans le domaine de la répression, par exemple.

Deux accidents graves se sont produits à la Saviem la semaine dernière.

Occupé à peindre une charpente nouvellement posée, un travailleur des chantiers extérieurs fut brutalement jeté à terre par une décharge électrique. Etant donnée la hauteur à laquelle il travaillait, le choc a été très violent. Il aurait trois vertèbres de fracturées.

Le deuxième accident s'est produit à la gamme haute : un «Clarck» chargé d'un grillage a renversé un ouvrier. Celui-ci, projeté au sol, a été blessé aux genoux et des fractures sont aussi à craindre.

Les sections syndicales demandent depuis longtemps que le service des «Clarck» soit renforcé en effectifs, mais bien sûr la direction ne veut rien savoir !

Correspondant Saviem

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La catastrophe d'Ekofisk

LA SECURITE N'ETAIT PAS ASSUREE

Après avoir été interrompus mardi à cause de l'accumulation de gaz sur la plate-forme, les travaux de colmatage du puits «Bravo» ont repris hier matin. La mer était relativement calme, mais il y avait assez de vent pour que le gaz ne s'accumule pas trop. Les «pompiers» de Red Adair vont-ils pouvoir mettre en place rapidement une vanne de blocage, puis un couvercle bouchant la conduite d'où s'échappent 4 000 t de pétrole par jour ?

Pendant ce temps, la nappe de pétrole, épaisse d'environ un centimètre s'est coupée en deux sous la violence des vents : une bande longue de 25 km, l'autre de 15. Cette dernière nappe pourrait atteindre la première des côtes norvégiennes. Le problème de la lutte contre ces nappes reste posé. Selon des spécialistes norvégiens, près du quart du pétrole qui s'est répandu a déjà disparu sous la mer, sous l'action de la forte houle, ce qui va entraîner de graves conséquences sur la vie de la faune et de la flore marine. Comment éliminer la couche de surface ? Les autorités norvégiennes et danoises paraissent hésiter. Le ministre norvégien de l'environnement a proposé à tous les pays exposés à la marée noire de former une commission de coordination. D'Ornano, quant à lui, a claironné : «La France est prête à intervenir». Et la radio hier matin, faisait grand bruit autour d'une proposition d'un ingénieur français qui aurait mis au point un «chalut» à pétrole. L'ennui, c'est que tous les barrages de cette sorte se sont jusqu'ici révélés inefficaces, surtout dans une mer où les vagues sont énormes. On se demande bien ce que d'Ornano peut proposer quand on a pu voir ce qu'il en a été de la «lutte» contre les marées noires sur les côtes bretonnes.

La catastrophe d'Ekofisk provoque de sérieux remous en Norvège dans les milieux

politiques : l'arrêt de la production pétrolière fait perdre à l'Etat norvégien 1,5 milliard par jour. Pour sauvegarder ses profits, la Philips Pétroleum a été autorisée à reprendre l'exploitation des autres plates-formes d'Ekofisk dès mardi. Mais les dangers d'explosion ont fait interrompre rapidement cette décision d'autant plus scandaleuse que rien ne prouve que les autres plates-formes soient mieux protégées contre une catastrophe comme celle du puits «Bravo».

Selon Alain Bombard, les responsables de la Philips et les autorités norvégiennes ont trompé l'opinion en affirmant depuis toujours que la sécurité des puits était assurée. Contrairement à ce qui a été dit, il n'y a pas de vannes sous-marines de sécurité. Ce qui explique pourquoi les hommes de Red Adair interviennent sur la plate-forme et non sous l'eau. Les responsables osent affirmer que l'accident a été le résultat d'une imprudence d'un technicien qui aurait laissé tomber un outil dans la tige du puits. «Explication» qui cherche à masquer les véritables responsabilités. Il faut savoir par exemple que Philips a sous-traité l'installation des dispositifs de sécurité sans aucune vérification sérieuse.

La catastrophe d'Ekofisk prouve une nouvelle fois que «ce qui ne peut pas arriver», aux dires des capitalistes, arrive pourtant, parce que pour eux les profits passent toujours avant la

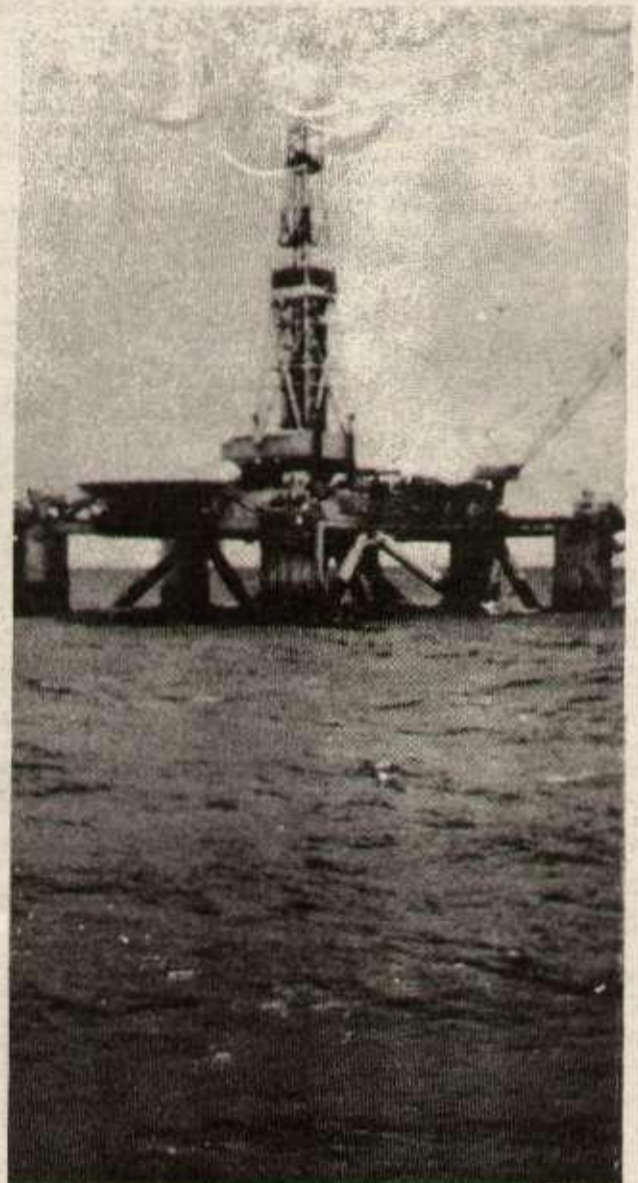


Plate-forme de forage en mer du nord.

sécurité. D'ores et déjà, les conséquences de cet accident sur la vie marine seront énormes et pourtant comme le souligne Alain Bombard, il s'agit pratiquement de la «catastrophe minimum», c'est-à-dire que l'accident n'a pas entraîné de réaction en chaîne sur les puits d'Ekofisk... Les travaux sur la plate-forme du puits «Bravo» ont été interrompus dans la journée d'hier. La fuite n'est toujours pas colmatée. Une nouvelle équipe doit reprendre les tentatives demain.

Gudrun Ensslin : état de santé alarmant

Depuis quatre semaines, plusieurs membres de la Bande à Baader font la grève de la faim à la prison de Hambourg, pour protester contre les écoutes pratiquées notamment au cours des entrevues avec leurs avocats. Depuis lundi, Gudrun Ensslin est alimentée artificiellement. Son état de santé est «mauvais», a dû reconnaître le ministère de la Justice. Plusieurs détenus politiques sont déjà morts dans les prisons de RFA. C'est aujourd'hui que doit en principe, être prononcé le verdict du procès de Stammheim qui juge «la Bande à Baader».

Masevaux (Alsace) : l'armée convoite la forêt

Dans la vallée de Masevaux (Haut-Rhin), l'armée convoite 217 ha de chaumes et de forêts. Dans ce site magnifique du massif vosgien, inaccessible aux voitures, les promeneurs viennent nombreux. Le propriétaire a refusé, il y a près d'un an, de vendre son terrain à l'Office National des Forêts qui l'estime à 120 millions d'AF. L'armée, elle, proposerait 230 millions. Selon elle, il n'est pas question d'y effectuer de grandes manœuvres avec des véhicules lourds, mais d'entraîner les soldats à des opérations-survie «dans le respect de la flore et de la faune».

Ces affirmations qui se veulent «apaisantes» n'ont pas convaincu les 17 groupes et associations qui se sont réunis pour organiser la défense du site.

Correspondant

France «terre d'asile» un militant tunisien expulsé

On se souvient que récemment Giscard d'Estaing s'est plu à évoquer la France «terre d'asile». Ce mensonge vient de se vérifier une nouvelle fois. M. Nejib Chabbi, militant progressiste tunisien, plusieurs fois condamné par le régime de Bourguiba (30 ans de prison) séjournait en France depuis 1971, tout à fait régulièrement. Sa carte de séjour n'a pas été renouvelée, et il s'est vu sommé de quitter la France le 11 avril. Cette décision a été étendue à sa femme, de nationalité autrichienne, et par suite à ses enfants. Tout cela sans la moindre explication.

Le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, qui révoque cette mesure d'expulsion, rappelle que les agents de la police tunisienne peuvent agir impunément en France et dénonce la collaboration de plus en plus étroite entre les polices française et tunisienne.

Non à l'expulsion de Nejib Chabbi et de sa famille !

Résidence expérimentale à St Ouen en Yvelines 228 appartements inhabitables

228 logements HLM de St Quentin en Yvelines présentent de tels vices de construction qu'il faudra peut-être raser les immeubles, construits en 1973 selon un procédé «expérimental».

Pour la vitesse de construction, l'expérience a été concluante, mais pour la qualité de l'isolation thermique et phonique et de l'installation du chauffage électrique, il en va tout autrement. Pendant plusieurs hivers, les habitants ont dû supporter des températures de 10° dans leur appartement.

Les sanitaires furent en permanence : la consommation d'eau est passée de 14 000 mètres cubes en 1974 à 69 000 mètres cubes en 1976.

St Denis : dangereuse intervention de la brigade anti-gang

Hier matin cinq gangsters ont commis un hold-up à la perception de Saint-Denis, près de Paris. Butin : 630 000 F. Or, ils étaient surveillés par la brigade antigang qui les prit en chasse après le hold-up. Dans leur fuite, les gangsters provoquent un accident à un carrefour. C'est alors une fusillade intense entre gangsters et policiers. Un gangster est tué, deux autres blessés. Mais le bilan de l'intervention aurait pu être très grave pour les automobilistes et les passants. Ainsi, une jeune femme et son enfant se trouvaient en voiture juste à l'endroit de la fusillade. De nombreuses balles ont touché la voiture, épargnant par chance les passagers.

Bourse : toujours la baisse

La Bourse baissait. Soit-disant parce que les petits actionnaires étaient inquiets de la mise en application prochaine de la taxe sur les plus values. Le gouvernement a donc repoussé d'un an l'application de cette réforme, et pendant près d'une semaine, la bourse a semblé aller mieux. Ce n'était qu'illusion. La semaine dernière, les valeurs en bourse ont baissé en moyenne de 1,5 % et hier, après l'annonce du plan Barre bis, de 2,5 %.

• A l'initiative de Paris-Ecologie 18°, de l'Abbesse-Echo (la radio-active) et avec l'aide du groupe femme 18°, une maison inoccupée depuis trois ans, et appelée à disparaître, a

été ouverte aux habitants et aux associations du quartier. Pour tout contact : Maison de quartier 14 rue André-Antoine Paris 18°

A la cité universitaire

L'administration tente de saboter un meeting anti-impérialiste

Mardi soir, les étudiants guadeloupéens de l'AGEG tenaient un meeting sur la lutte des coupeurs de canne. Cette réunion se déroulait dans une des salles communes de la Cité Universitaire de Paris.

Le meeting avait commencé depuis une demi-heure environ par la projection d'un film quand l'administration coupa brusquement le courant, sous prétexte que cela empêchait la télévision de marcher. Il fut alors décidé d'utiliser le courant électrique à partir de la chambre d'un étudiant

te. Mais l'administration est intervenue, bousculant des militants, les menaçant de sanctions ainsi que l'étudiante.

Le meeting a pu malgré tout se dérouler, mais dans des conditions extrêmement précaires.

Ce n'est pas la première fois que l'administration s'efforce d'empêcher la tenue de meeting anti-impérialistes. Il est nécessaire de rester vigilant car la menace des sanctions n'est pas levée.

INTERNATIONAL

Une mission française chez Vorster

DE NOUVEAUX MARCHES D'ARMES ?

Une mission française composée de quatre généraux et de personnalités civiles et militaires représentant les milieux d'affaire intéressés par les ventes d'armes et l'Institut des hautes études de défense nationale, se trouve actuellement en Afrique du Sud. Elle est dirigée par l'ancien ambassadeur Duflos et compte parmi ses membres l'ingénieur général des télécommunications et l'ingénieur général des armements...

«Nous sommes ici à titre privé, a déclaré Duflos, et ne pouvons parler au nom du gouvernement».

Des généraux, un administrateur civil du ministère de la défense, le directeur adjoint du Commissariat à l'énergie atomique, un inspecteur du crédit foncier de France, un rapporteur au conseil d'Etat, voilà qui laisse de nombreux doutes sur le caractère «privé» des négociations.

LE PREMIER FOURNISSEUR D'ARMES

«Nous ne vendrons plus d'armes à l'Afrique du sud» déclarait Giscard le 9 août 75. Premier fournisseur d'armes du régime raciste d'Afrique du Sud, la France avait signé ses premiers accords de livraison d'armes à Prétoria en 1960 : mirages, sous-marins, hélicoptères, roquettes, missiles, chars, automitrailleuses, qui servent aujourd'hui à réprimer les habitants noirs, ont été fournis en abondance pendant des années à Vorster. Ce sont les sociétés fran-

çaises Thomson et Matra qui ont expérimenté et mis au point les missiles sol-air porteurs d'une tête nucléaire ou de gaz toxique dont dispose l'Afrique du Sud. La France a complaisamment entraîné les experts militaires sud-africains. De plus, l'aide militaire de la France a permis à l'Afrique du Sud de se doter d'une industrie militaire capable de combler ses besoins en armes légères. Ce seul fait suffit pour ramener à sa juste valeur la décision française de ne plus vendre d'armes terrestres au régime de Prétoria ; les livraisons de

frégates, de sous-marins, ne s'en sont pas moins poursuivies.

C'est de la France également qu'est venue la première centrale nucléaire dont ait disposé le régime raciste. Conclu en mai 76, ce marché a mis à la disposition de Vorster une capacité de production d'uranium suffisante pour fabriquer des bombes dix fois plus puissantes que celle lancée sur Nagasaki, menace qui pèse directement sur tous les pays africains en lutte contre l'apartheid.

LES VETOS A L'ONU

A aucun moment, le soutien de la France au régime raciste ne s'est démenti : en octobre 76, le représentant de la France à l'ONU opposait son veto à la proposition, émanant de plusieurs pays du Tiers monde, de «mettre fin à toute forme de coopération militaire avec l'Afrique du Sud, en interrompant toute fourniture d'armes, d'avions, de véhicules, d'équipements militaires».

Quelques mois plus tard, voici qu'une délégation française comprenant de hauts responsables militaires et civils de la production et de la vente d'armes se trouve en Afrique du Sud en «visite privée». Depuis plusieurs mois, Vorster, et son allié le raciste rhodésien Smith, se sont déclarés quasiment en état de belligérance à l'intérieur, contre la lutte des populations noires pour leur libération. Et il n'y a que quelques semaines que Vorster a augmenté de 40% son budget militaire. Une telle visite dans ces circonstances, n'a pas de quoi surprendre : La France, dont une partie de l'influence impérialiste en Afrique repose sur les derniers régimes racistes, qui n'a jamais appliqué à leur encontre les sanctions économiques décidées par l'ONU, dont les investissements civils en Afrique du Sud font le sixième partenaire du régime de Vorster qu'elle aide ainsi à se maintenir, continue sa politique de soutien aux régimes de l'apartheid.

S. VALLEE



Démonstration d'hélicoptères français pour l'armée sud-africaine.

Le fonds monétaire international prêt 85 millions de dollars au Zaïre

Le gouvernement du Zaïre vient d'obtenir du Fonds Monétaire International (FMI), un prêt de 85 millions de dollars. Selon le FMI, ce prêt est destiné à compenser les pertes subies en raison de la baisse enregistrée dans la production du cuivre, et à faire face au déficit de la balance commerciale, qui était en 76 de 157 millions de dollars.

Le Zaïre a été fortement touché par la baisse du cours du cuivre survenue l'an dernier. Le prêt accordé par le FMI se répartit donc

en deux tranches : la première, d'un montant de 32,8 millions de dollars, est destinée à compenser cette perte. La seconde, de 52,2 millions de dollars, entre dans les facilités régulières de prêt accordées par le fonds.

Dès avant l'invasion du Shaba, le Zaïre était déjà prêt de la banqueroute, en raison de ses dettes extérieures, presque toutes contractées envers des banques américaines. Le Zaïre demandait un prêt de 239 millions.

Dans la province de Shaba, les forces conjointes du Maroc et du Zaïre, après avoir reconquis la ville de Mutshasha, progressent à marches forcées vers la frontière angolaise, a déclaré un militaire zairois. Le Nigéria, qui avait déjà à plusieurs reprises offert de s'entretenir, a envoyé dans la province du Shaba son ministre des affaires étrangères qui doit y rencontrer Mobutu ; l'envoyé du Nigéria s'est fixé pour but d'ouvrir le dialogue entre l'Angola et le Zaïre.

LE MINISTRE DU QUÉBEC RENCONTRE GISCARD

Morin, ministre québécois des affaires intergouvernementales, doit s'entretenir avec Giscard aujourd'hui. Il a déjà rencontré hier, Rossi, le ministre français du commerce extérieur.

«Au delà de la coopération culturelle et technique, qui va très bien, explique Morin, nous avons une priorité depuis quelques années, c'est une préoccupation d'ordre économique. Nous souhaiterions que les relations entre la France et le Québec aient plus que maintenant un contenu économique».

Venu au pouvoir sur des positions indépendantistes, liées au fait qu'il a une population parlant le français «au milieu de 240 millions d'anglophones», le gouvernement de la Province du Québec souhaite, dit-il, arriver à la formation d'un Etat indépendant, qui conserverait de bonnes relations avec les autres Etats de la fédération.

«La nouvelle relation Québec-Canada... comportera une souveraineté politique, doublée d'une association économique», a déclaré Morin, qui envisage même entre le Canada et le Québec la création d'une sorte de marché commun. Mais en même temps, le Québec, et en particulier le Parti Québécois, aujourd'hui au pouvoir, prônent depuis longtemps un développement orienté Nord-Sud, c'est-à-dire établissant des débouchés en direction des USA, alors que le gouver-

nement fédéral recherche plutôt une orientation débouchant sur l'ouest, à Vancouver.

Autrefois De Gaulle avait crié bien fort «vive le Québec libre» sur le balcon de l'hôtel de ville de Québec. Défi à l'égard des USA, sujet d'inquiétude pour le gouvernement canadien cette attitude n'avait pas eu toutes les retombées que le gouvernement pouvait espérer. Sur tout il avait dû reculer et renoncer à prendre pied ouvertement sur le continent Nord-américain.

Aujourd'hui c'est le Québec qui vient solliciter, avec une insistance marquée, que le gouvernement français passe directement des accords avec lui, avec des arrières pensées nettement centrifuges à l'égard de l'Etat fédéral.

«La situation ne serait pas plus difficile pour un Québec souverain affirme Morin. Au contraire, car il aurait les moyens politiques de manifester sa réciprocité et de nouer des relations avec d'autres pays en fonction de ses priorités sans passer par le canal du gouvernement fédéral».

Inviter ce personnage est une chose, pousser les choses jusqu'à pénétrer profondément dans le continent américain en est une autre, qui signifierait une tentative pour s'installer au cœur même de l'empire US. Ce que les américains pas plus aujourd'hui qu'hier n'accepteront volontiers.



Dans la nuit de lundi à mardi, 2 000 manifestants ont bloqué l'entrée du «Berlinske Tidente», pour empêcher la sortie de l'édition pirate imprimée par la direction en dépit de la grève de typographes qui dupe depuis le 31 janvier.

Le mois dernier, 1 000 travailleurs de ce quotidien conservateur ont été licenciés. Ils refusaient la réorganisation du travail introduite par la direction. Le premier avril, une grève de solidarité a touché tous les quotidiens et périodiques danois.

Pendant plus de 4 h les manifestants ont dû soutenir les assauts de la police envoyée contre eux par le régime social démocrate de Joergenson.

DIALOGUE EURO-ARABE : LES EUROPEENS VEULENT RENFORCER leur position de domination agricole aux dépens d'une coopération qui prendrait en compte les besoins de développement des pays arabes a déclaré M. Yaker délégué algérien à un colloque sur le dialogue euro-arabe.

SUCRE : LA HAUSSE DEMANDÉE PAR LES PAYS PRODUCTEURS a été refusée par le délégué américain à la conférence de Genève. D'autre part le système de régulation des cours proposé par les producteurs n'a pas été retenu à cette réunion.

INTERNATIONAL

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE DU VIETNAM S'ACHEVE AUJOURD'HUI

Les entretiens entre le premier ministre du Vietnam et le gouvernement français ont abouti à la signature de deux accords-cadre, portant l'un sur le plan économique, l'autre sur le plan culturel.

Dans le domaine économique, les accords prévoient que la société Elf Erap se livrera en territoire vietnamien à la prospection et l'exploitation de gisements pétroliers; la société IFP formera des cadres pour l'industrie pétrolière vietnamienne. Par ailleurs, un plan d'un milliard de francs doit permettre l'implantation d'une raffinerie dans la région de Saïgon.

Par ailleurs, la coopération devrait se développer également dans le secteur de l'automobile. Renault devra construire des usines pour la mécanique lourde, les camions, les bulldozers.

Sur le plan de la coopération culturelle, un certain nombre d'enseignants français pourraient être détachés au Vietnam.

M. Pham Van Dong devrait s'entretenir ce matin avec les journalistes.

C'est aujourd'hui que doit s'achever la visite du premier ministre vietnamien. Hier après-midi, il devait signer un accord fixant le cadre des relations franco-vietnamiennes après la victoire.

Auparavant le premier ministre avait eu des entretiens avec Barre et une délégation des patrons, après avoir visité l'Institut français du pétrole dans la matinée.

L'ensemble de ces discussions indique le souci des responsables vietnamiens de doter rapidement le pays de moyens économiques et industriels importants, malgré les dégâts profonds causés par la guerre et notamment les bombardements américains, sur tout le Vietnam, de Hanoï à la pointe de Ca-Mau.

LES BUTS DE GISCARD : L'ASIE DU SUD-EST

De son côté, Giscard d'Estaing a défini tout l'intérêt qu'il voyait dans la visite du premier ministre vietnamien, la première en Occident depuis la victoire.

«L'œuvre immense de reconstruction et de développement économique dans laquelle le Vietnam est engagé offre à nos deux pays l'occasion d'ouvrir un chapitre nouveau dans l'histoire de nos rapports», déclarait-il. A côté de cet intérêt étroitement lié au volume des contrats que les patrons français espèrent obtenir, Giscard a défini une politique en Asie du Sud-Est :

«Nous souhaitons contribuer à l'équilibre d'une région à laquelle la France porte un grand intérêt. Il est nécessaire que l'Asie du Sud-Est

retrouve le climat de sécurité et de confiance indispensable au progrès des peuples qui l'habitent et à la sauvegarde de la paix...». L'effondrement de l'impérialisme américain en Indochine a ravivé les projets caressés en 1966 qui n'avaient jamais débouché, par la faiblesse des moyens de l'impérialisme français par rapport aux États-Unis et au Japon.

Depuis 1973, date de la signature des accords de Paris, Pompidou puis Giscard ont développé les crédits au Vietnam, en même temps ils ont cherché à avoir de nouveaux rapports avec l'Indonésie, dont le président, Suharto a été le premier chef d'État indonésien à être reçu en France en 1972. Des grandes expositions commerciales sont organisées dans les capitales d'Asie du Sud-Est, la dernière et l'une des

plus importantes s'est déroulée au début du mois d'avril à Djakarta, capitale de l'Indonésie.

Aussi Giscard espère que les bons rapports qu'il entretient avec le Vietnam Indépendant, et les marchés qu'il escompte obtenir en échange le mettront en meilleure place pour trouver une place plus importante en Asie du Sud-Est.

Tel aura été l'un des traits saillants de ce voyage : tandis que le gouvernement vietnamien établit des projets importants de reconstruction pour la réalisation desquels il veut s'approprier les moyens technologiques occidentaux, l'impérialisme français cherche les moyens pour garder une place en s'accommodant de la victoire et de l'indépendance du nouveau Vietnam ; une place où il ne domine plus.

Irlande : les fascistes s'agitent

Les organisations fascistes loyalistes ont décidé d'appeler à la grève générale en Irlande du Nord, lundi prochain, à minuit si des mesures «radicales» ne sont pas prises d'ici là contre les Républicains de l'IRA Provisional et si le gouvernement britannique persiste à diriger directement l'Ulster par son secrétaire d'État et refuse de rétablir le parlement du nord, le Stormont, que les mêmes organisations fascistes avaient fait tomber en 1974 par une grève générale. On sait comment le succès de la grève de 74 fut assurée : intimidations, barrages sur les routes pour empêcher les travailleurs protestants d'aller travailler.

PALESTINE : LA LUTTE CONTRE LA COLONISATION SE poursuit à Naplouse, où depuis deux jours étudiants et lycéens Palestiniens affrontent les forces de l'ordre sioniste pour protester contre la venue dans la ville, du rabbin Meir Kahane, chef de «La ligue de défense juive», qui a annoncé son intention de poser la première pierre d'une cité juive. Les autorités militaires sionistes ont imposé le couvre-feu dans la vieille ville. Les manifestants palestiniens ripostent aux policiers avec des pierres, ils ont dressé des barrages avec des vieux pneus. Les sionistes ont utilisé les gaz lacrymogènes et fait plusieurs arrestations.

CORÉE DU SUD : PAS DE RETRAIT DES TROUPES AMÉRICAINES a décidé le congrès américain par un vote de 301 voix contre 88, rejetant une motion prévoyant le retrait de 17 000 soldats US.

USA-URSS : LES NÉGOCIATIONS SALT pour la limitation des armements stratégiques doit reprendre à Genève le 11 mai a annoncé un communiqué officiel.

IRAN : UN PROGRAMME DE RECHERCHES D'URANIUM pour les dix prochaines années va être mis en application à partir du mois prochain. Le budget prévu est de 300 millions de dollars. L'Iran prévoit de devenir producteur d'uranium quand le terme des 20 ans au delà desquels ses réserves de pétrole seront épuisées.

IRAN : 5 AVIONS RADAR du système AWACS devraient être livrés par les USA dans peu de temps.

ALLEMAGNE : TROIS ACCUSÉS SONT MENACÉS DE MORT s'ils ne sont pas alimentés immédiatement affirme le parquet de Stuttgart. Les accusés de «la bande à Bader» ont violemment réagi aux tentatives d'alimentation forcée.

EURORÉVISIONNISME PONOMAREV PRÉSIDENTE D'UNE RÉUNION qui se déroule à Prague et regroupe une cinquantaine de représentants des PC de l'Est de l'Ouest et du Tiers Monde. Le PCF est représenté à cette réunion qui, en examinant le contenu de la revue *Problèmes de Paix et du socialisme*, examinera certaines questions telles que l'«eurorévisionnisme».

Liban

CESSEZ-LE-FEU A BEYROUTH

Mais l'inquiétude demeure

Mardi, les combats qui opposaient l'armée syrienne et des membres du front du refus, ont pris fin à Beyrouth après un accord négocié par l'OLP. Les conditions dans lesquelles ces combats ont pris naissance et se sont développés, ont soulevé de nombreuses questions.

L'origine remonte à la mort de deux soldats syriens tués dans le quartier de Chiah à Beyrouth, dans la journée de vendredi. Le dimanche sous prétexte de rechercher les coupables, la «force de dissuasion» arabe, composée de troupes syriennes entreprend une opération de ratissage qui vise les Palestiniens. Immédiatement le commandement de la Révolution Palestinienne affirme être «surpris» de la décision de la FAD. Dans un communiqué, la Résistance révèle que les deux auteurs du meurtre des deux soldats de la FAD avaient été remis à la force arabe de dissuasion, samedi après avoir été arrêtés par les forces palestiniennes.

Dans le même communiqué, le commandement palestinien soulignait que les opérations de ratissage avaient été organisées au centre de la ville «dans le secteur de l'hôpital Makassed et du boulevard Mazraa, faisant un certain nombre de victimes», c'est-à-dire à proximité du camp de Chatila au centre ville, et bien loin du quartier de Chiah où s'était déroulé le crime, qui se trouve en banlieue.

SUD-LIBAN : UNE LETTRE COMPROMETTANTE

Le gouvernement israélien a rendu publique une lettre adressée à Shimon Peres ex-ministre de la défense : elle émane du commandant des forces phalangistes au Sud-Liban pour le féliciter de sa nomination comme premier ministre intérimaire. «Votre attitude courageuse et amicale à notre égard est bien connue» y est-il écrit. Voilà une opération électorale israélienne — Peres espère en retirer un bénéfice en vue des prochaines élections — qui constitue un aveu des liens étroits qui existent entre Israël, particulièrement le groupe de Peres, et les phalangistes.

CARTER ET LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

«Il y a de grandes possibilités de des accords substantiels soient réalisés avant que la conférence de Genève soit convoquée... Je pense qu'il serait préférable qu'il n'y ait pas de conférence de Genève du tout» a déclaré Carter à l'occasion de l'arrivée aux USA de Hussein, le roi de Jordanie.

Quelques heures après, le porte-parole de la Maison Blanche déclarait qu'il ne fallait pas interpréter les paroles de Carter comme une preuve de pessimisme et que Carter espérait toujours que la conférence se déroulerait comme prévu avant la fin de l'année. En fait, tout ceci repose sur une double politique amé-



Le gouvernement libanais a décidé la construction d'un nouveau camp palestinien au sud du port de Saïda. Le camp est destiné à recevoir 17 000 personnes dont une partie serait composée des survivants de Tell Zaatar. Les autres seraient des réfugiés palestiniens actuellement installés à Beyrouth. C'est une mesure qui vise à réduire le nombre de Palestiniens dans la capitale.

ricaine : rechercher par tous les moyens des règlements partiels sous l'égide américaine à l'instar des accords sur le Sinaï entre l'Égypte et Israël en 1975 d'une part, tout en se réservant la possibilité de participer et surtout d'orienter une éventuelle conférence de Genève.

NOUVEAU SCANDALE FINANCIER ET POLITIQUE EN ISRAËL

Le professeur Yadin est après Rabin, et Abba Eban, le troisième candidat au poste de premier ministre pour les élections israéliennes qui se trouve au cœur d'un scandale : il est accusé comme les deux autres

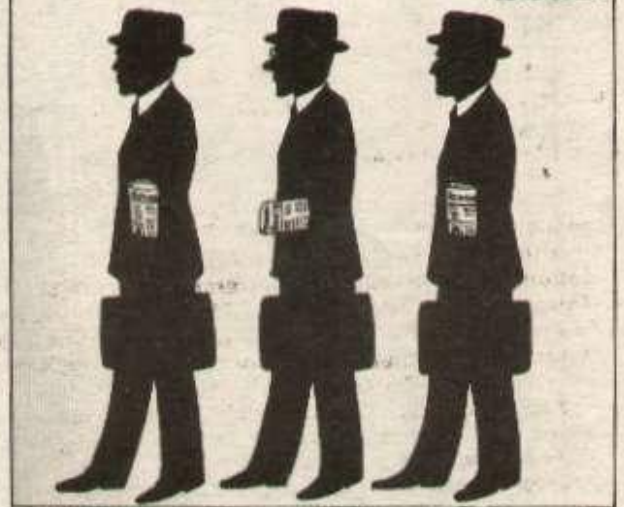
d'avoir illégalement conservé des fonds sur un compte ouvert à l'étranger, ce qui semble pratique commune parmi les hautes personnalités sionistes.

Mais pour l'instant, les scandales touchent tous ceux parmi les responsables sionistes qui sont soupçonnés de «faiblesse». C'était le cas de Rabin, c'était le cas de Eban qui envisageait des concessions en échange d'un règlement. C'est encore plus le cas de Yadin : celui-ci est à la tête du «Mouvement Démocratique pour le Changement» organisation issue d'une scission des travaillistes qui préconise «le dialogue israélo-arabe». Peres fait apparemment le vide autour de lui.

André Harris / Alain de Sédouy

Les patrons

Seuil



FERDINAND BÉGHIN : «Monsieur Ferdinand», comme l'appellent (paraît-il) les ouvriers :

...—Vous venez de connaître une grève dans l'une de vos papeteries ?
 — Très dure ! Ils ont dû recevoir un ordre de Paris, de la GGT, du parti communiste... C'est une usine très importante, c'est la deuxième usine de papier de France, elle fabrique 250 000 tonnes de papier et 50 000 tonnes de carton, c'est une entreprise énorme ! La CGT porte ses efforts sur des usines comme celle-là, car si elle y obtient un avantage, cela fait tâche d'huile...
 — Pour vous, il n'y avait aucune base revendicative à cette grève ?
 — La preuve, c'est qu'ils ne demandaient même pas d'augmentation de salaires !
 — Qu'est-ce qu'ils voulaient ?
 — Rien. Ils ne savaient pas ce qu'ils voulaient. La preuve c'est qu'ils ont repris le travail sans rien avoir obtenu.
 — Pour faire grève, ils avaient tout de même un motif !
 — Ils ont fait grève, pendant huit semaines et ils ont perdu 600 000 francs.
 — Sur quel mot d'ordre ?
 — De Paris.
 — Mais qu'est-ce qu'ils voulaient ?
 — Il y avait eu un coup de téléphone de la CGT : «Mettez-vous en grève». C'est comme ça ! Qu'est-ce qu'ils pouvaient demander ? Ce sont les ouvriers les mieux payés de France. Ils travaillent à cinq équipes — c'est une usine qui marche jour et nuit — ce qui fait que les types travaillent sept jours et se reposent sept autres jours. Ils ne foutent rien. Il y a très peu d'usines en France comme cela. Peut-être quelques-unes dans la métallurgie, et encore... Des gens qui travaillent à cinq postes, c'est extrêmement rare. C'est pas tuant ! C'est pas une vie dure ! Plus un mois de vacances, plus, dès qu'ils ont mal au ventre ou un tour de reins, la possibilité de se faire porter malades et encore un mois de vacances ! Ils ont deux mois de vacances par an et cinq postes, qu'est-ce que vous voulez qu'ils demandent ? Ils sont passés à cinq postes avec le même salaire !...

PAUL RICARD (ce grand patron que l'on dit très proche du PCF) :

...—L'Espagne était encore un pays sans libertés...
 — Il y a plus de libertés qu'en France ! Il y a la liberté du travail, la liberté d'expression en Espagne ! En France, il y a la liberté de casser ! En Espagne, il n'y a pas la liberté de casser ; en Espagne, il y a la liberté de travailler ! Vous avez vu cette bande de cons, d'ordures et de bordilles qui a défilé à Hendaye quand Franco est mort ; qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont renforcé le pouvoir espagnol, ils ont fait le jeu de la monarchie espagnole !
 — Vous croyez que si vous aviez été Espagnol, vous auriez supporté ce régime ?
 — Mais j'ai vécu en Espagne autant qu'en France, et en Espagne il y a la liberté de travailler !...

MICHEL ROCARD (travailleurs, vous voilà prévenus !) :

...—Si ce malentendu existe, il ne m'est pas imputable. Je suis socialiste depuis vingt-six ans, sans jamais méragier qui que ce soit à droite ou dans les milieux patronaux. Ce qu'ils savent aussi, c'est que je n'ai jamais transigé pour des motifs de carrière ou autres. En revanche, je ne transigerai pas non plus sur le fait que la gauche au pouvoir aura besoin que l'économie française fonctionne. Là-dessus, je suis — par le métier que je fais — plus capable que d'autres de ne pas oublier les vraies questions...

A propos du livre d'André Harris et Alain de Sédouy

la peur de demain

Par Gérard PRIVAT

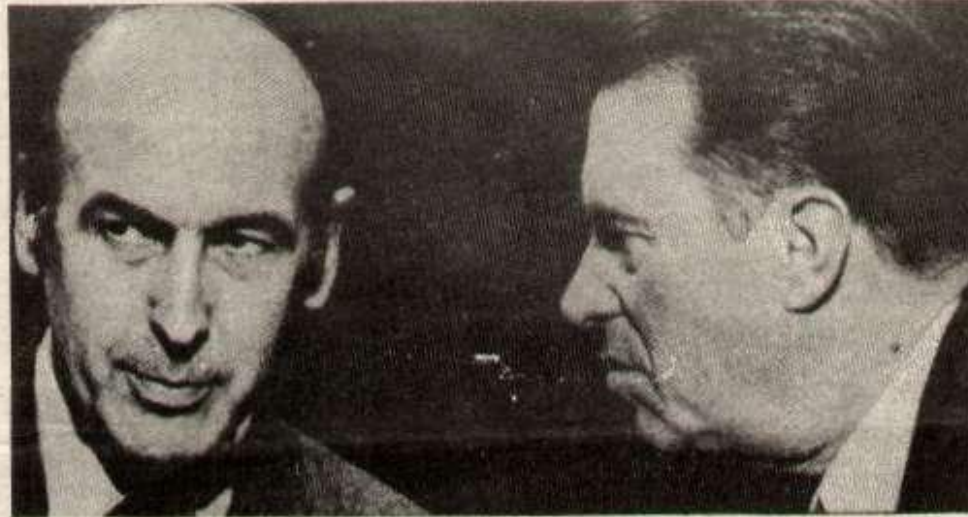
L'échéance de 78 ! C'est le thème central autour duquel est articulée cette longue suite d'entretiens qui veut se présenter comme «à bâtons rompus» avec des patrons. Les auteurs ont choisi un échantillon dans l'éventail patronal, assez représentatif des différentes sortes «de chefs d'entreprises» sévissant actuellement en France. On converse ainsi, pêle-mêle et apparemment indistinctement avec des patrons de droite et de gauche, du privé ou du public, des chefs de trusts ou des

peur qui agite tous ces patrons. D'autres raisonnent avec plus de finesse. Comprenant que le glissement électoral qui s'opère, va probablement déboucher bientôt sur un gouvernement de gauche, ils essaient de prendre les devants, de composer, de se montrer les plus ardents défenseurs du «progrès social». Au fond, ce n'est pas tant de leurs difficultés économiques qu'ils se plaignent même s'ils en parlent abondamment. Non, ce qui les

Deux cents pages plus loin, dans un autre chapitre, il raconte l'histoire de son empire de presse. Intéressant ! Il ne s'embarasse guère de formules compliquées, non plus qu'il ne cherche à se justifier sur certains aspects plus que douteux de certaines opérations de rachats de journaux. Droit au but, Hersant ! «Chirac et Marie-France Garaud ne sont intervenus à aucun moment dans l'histoire du Figaro... !», clame-t-il. De même «Monsieur Dassault n'est pour rien dans l'affaire «France-Soir». Ah bon ?

ge : il n'y a pas de grèves ! La grève est interdite !... C'est St-Geours, ex-PDG du Crédit Lyonnais qui révèle à propos de la grève des employés de Banque en 1974 : «Au moment de la grève, un membre du cabinet (ministère) téléphonait toutes les deux heures à la commission paritaire pour exiger que les représentants patronaux n'accordent pas plus de 3,75 % d'augmentation et pas avant le 1^{er} avril». C'est Paul Ricard, que l'on dit très proche du PCF, qui se fait le farouche défenseur de l'Espagne franquiste. Beaucoup d'autres encore qui assurément valent que l'on lise ce livre.

Le clou, c'est Rocard ! Lui n'est pas patron, mais, disent les auteurs : «Il existe quelques rares hommes dans la gauche — socialistes précisons-le — à propos desquels les patrons s'interrogent. Parmi ceux-ci, en priorité, Michel Rocard». «Avec lui, nous a-t-on confié, on pourrait peut-être s'entendre. Il sait de quoi il parle !». Que voilà une confiance intéressante ! Bien sûr, Rocard se défend comme un beau diable, parle de «malentendus» à propos notamment du séminaire en Crète qui réunissait quelques vedettes du patronat et auquel il avait été invité. Et de se lancer dans une démonstration économique fort brillante, mais dans laquelle on cherche vainement la trace du rôle qu'il entend faire jouer aux travailleurs, quand il sera au pouvoir et de la manière dont seront satisfaites leurs revendications. Et c'est d'ailleurs, malgré l'intérêt des révélations fournies par cet ouvrage, ce qui constitue toute son ambiguïté. Traiter des patrons sans parler de ce qui justifie leur existence, leur raison d'être, c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs, c'est la limite de ce que font Harris et De Sédouy dans ce livre.



Ceyrac confie son inquiétude à Giscard.

patrons de PME, des «patrons de patrons» comme Ceyrac ou Ferry, des intouchables comme François Mitterrand. Tous ces patrons, cette brochette composée d'exploiteurs, ont bien les mêmes soucis, les mêmes préoccupations, la même peur. Au delà de leurs divergences d'appréciations, sur les causes de la crise ou sur la gauche, de leurs propos se dégagent nombre de points communs découlant de leurs fonctions, de la place qu'ils occupent dans la société. Peut-être était-ce le but des auteurs de les faire apparaître dans ce livre. De ce point de vue, l'objectif est atteint. Le livre commence par l'interview de Ferdinand Béghin, «Monsieur Ferdinand», le magnat du sucre. Avec lui, pas de problèmes, les choses sont claires : c'est un vieux, un de ces «patrons de droit divin», qui raconte ses angoisses de 1936 et son inquiétude devant la tournure que prennent les événements actuellement. «Vous verrez, dit-il, au lendemain de l'élection de la gauche, toute la France sera en grève. On ne peut faire miroiter des tas de choses aux ouvriers... Ils diront : «Maintenant que vous êtes au pouvoir, il faut payer». Et puis, parlant du gouvernement de gauche : «Ils seront débordés par leurs troupes». Voilà à peu près résumé dans ces phrases du vieux Béghin, la raison profonde de la grande

affole, ce qui provoque chez eux, cette sourde inquiétude, cette peur des lendemains, c'est le «manque de consensus social», la coupure irrémédiable entre les ouvriers et leurs exploiters, leur incapacité à rallier à un quelconque projet de société, les travailleurs de ce pays. Et tous, de se lamenter sur la «perte des valeurs», sur le désintérêt des travailleurs, sur «la tâche ingrate des patrons...» Tous y vont de leurs analyses et aussi de leurs «solutions». Elles ne sont pas toutes les mêmes. Alain Gomez, PDG de St-Gobain-Emballages se prononce, au terme d'un raisonnement vertigineux sur la «finalité de l'entreprise», pour les nationalisations des grosses boîtes mais, en les «redécoupant en tranches», en petites unités. Cela n'est certes pas le point de vue de son épouse Francine, qui préside aux destinées de Watermann. Elle se dit franchement «de droite» et tout en étrillant vigoureusement Giscard, elle peste contre la «démission des responsables», contre le «laisser-aller général». Malgré tout, un de leurs points communs, c'est... d'être PDG.

Dans cet ouvrage, les patrons étalent leurs rancœurs, leurs états d'âme, à longueur de pages. Hersant par exemple, dispose d'un chapitre entier uniquement pour «s'expliquer» sur son passé de collaborateur. Il n'est guère convaincant.

Il y a des légendes qui ont la vie si dure qu'Hersant se croit obligé à plusieurs reprises, de répéter ses dénégations indignées. Pourtant, là non plus, il ne convainc guère. Et puis, cela ne semble pas lui poser de problèmes outre mesures. Au fil des pages, des faits, des points de vue sont relatés, qui sont intéressants à plus d'un titre : c'est l'exemple Bidermann qui répond quand on lui demande pourquoi les capitalistes vont investir dans les pays de l'Est : «Il y a cet avantage

Mitterrand avec le fils Dassault : entre bourgeois...



La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Vendredi 28 avril 1871



Si par dizaines, de nouveaux journaux paraissaient, c'est par dizaines aussi que dans la plupart des quartiers s'ouvrirent des clubs. Parfois, l'entrée était gratuite ; mais souvent il était demandé quelques sous pour payer les frais d'éclairage. Et comme les participants étaient de plus en plus nombreux, l'on utilisa, outre des salles de théâtre, de bal ou de fêtes, les églises comme à St Nicolas des Champs, St Ambroise... (d'ailleurs, dans la journée, ces locaux religieux restaient ouverts au culte en toute liberté).

Une gestion très démocratique était instaurée dans ces clubs : président et deux assesseurs élus, parfois chaque jour.

Et n'importe quel assistant pouvait monter à la tribune improvisée et donner son avis, faire une proposition.



Un journaliste du «Tribun du peuple» évoque cette ambiance extraordinaire : «Approchez-vous des groupes, écoutez. Tout un peuple s'entretient de choses graves ; pour la première fois, on entend les ouvriers échanger leurs appréciations sur des problèmes qu'avaient abordés jusqu'ici les seuls philosophes. Un nouveau siècle vient d'éclorre».

Dans ces clubs, l'on débattait en effet de sujets de fond : Capital et Travail ; la Femme par l'église et par la Révolution ; la prostitution ; la bureaucratie...

La séance s'ouvrait d'ordinaire par une série d'informations sur la guerre avec Versailles, sur les débats de la Commune, sur la vie du quartier.

Les décisions prises par la Commune étaient analysées, critiquées. Et souvent une délégation était envoyée le lendemain à l'Hôtel de Ville porteuse d'une motion ou d'une proposition. C'est grâce à l'action des clubs, par exemple, que furent créées les boucheries municipales.

Les femmes furent nombreuses à fréquenter les clubs. Et en créèrent aussi, comme à Montrouge ou à St Germain l'Auxerrois (ce qui bien entendu provoquait l'hilarité fielleuse de la presse versaillaise).

DANS NOTRE COURRIER

QUESTIONS SUR LE ZAIRE

Camarades,

En discutant avec un certain nombre de camarades notamment Africains, un certain nombre de questions apparaissent sur le Zaïre.

1) Le rôle de l'Union soviétique :

Le social-impérialisme soutient le «Front National de Libération du Congo», mais il «soutient» aussi les mouvements de Libération d'Afrique Australe. On ne peut donc pas en déduire mécaniquement que le sou-

tien des Soviétiques est synonyme de contrôle. L'exemple vietnamien est là pour le montrer.

D'autre part, il semble qu'il n'y a pas d'intervention directe du social-impérialisme ou des Cubains, c'est moins évident pour les Angolais.

La question qui se pose est donc : quels sont les éléments qui permettent de voir la subversion du social-impérialisme au Zaïre ? Les «évidences» rappelées dans le QdP du 19 ne font pas beaucoup avancer les choses. Le problème est donc

dans la ligne du FNLC (ou plutôt son absence de ligne). C'est plus au niveau de la direction du mouvement que par l'action directe que la subversion du social-impérialisme se manifeste au moins pour l'instant. Le QdP n'insiste pas assez là-dessus. Il faudrait donc donner si possible plus d'éléments sur le FNLC.

2) La position de l'impérialisme français :

Considérant que la position de l'impérialisme français s'est renforcée au Zaïre

dernièrement, certains camarades pensent qu'il agit pour son propre compte.

Le Quotidien du Peuple devrait revenir sur cette question. (...)

un lecteur de Caen

Les deux points que tu soulèves sont importants. Et il y a eu effectivement un certain retard dans le journal à développer dans le détail tous les éléments qui fondent notre analyse et notre position.

Il est vrai que le soutien politique ou la livraison d'armes par l'URSS à un mouvement de libération nationale ou à un Etat ne suffisent pas à les caractériser, automatiquement, comme inféodés au social-impérialisme. C'est pourquoi, dans la série d'articles qui commencent à être publiés à partir du 1^{er} mai, nous en consacrerons un à préciser

dans le détail l'origine et la nature des forces qui se réclament du sigle «FNLC».

D'autre part, en ce qui concerne le rôle de l'impérialisme français, un article du quotidien, par son titre notamment, laissait entendre qu'il intervenait purement et simplement pour le compte des USA. C'était une erreur. Le point de vue que nous avons développé, c'est que l'impérialisme français, étant donné l'importance pour lui de sa sphère d'influence en Afrique, poursuit sur ce continent (même s'y peut y avoir concertation avec Washington) une politique et des

visés qui lui sont propres. Et il apparaît clairement, en tous cas, que l'impérialisme français, dans ses relations avec Mobutu, dans son attitude vis-à-vis de l'Angola et de l'opération du Shaba est en contradiction avec les Etats-Unis. Nous reviendrons également sur la place importante qu'occupe le Zaïre dans la politique africaine de l'impérialisme français.

tourmente de l'Afrique, incroyablement riche en ressources minières et hydrauliques.

G.F

Abonnez
vos
amis

FÊTE DE REBELLES

DES LYCÉENS DE MALLARMÉ SERONT A LA FÊTE DE «REBELLES»

Face à la crise qui sévit à l'heure actuelle dans les lycées, nous pensons que le mouvement lycéen s'est dégradé, qu'il est pratiquement inexistant, sans forme organisée, mais qu'individuellement, chacun à une certaine volonté de lutte sans trop savoir comment se regrouper pour faire un mouvement de masse.

Les jeunes ont ras-le-bol de ces embryons de luttes inorganisées qui n'aboutissent pas.

On peut donner l'exemple de Mallarmé qui lors des dernières luttes, avait encore une certaine combativité et est maintenant un lycée mort.

C'est pourquoi, nous avons voulu créer un journal (qui a actuellement des problèmes) et c'est en espérant trouver une discussion ouverte d'où l'on puisse tirer de nouvelles perspectives pour notre journal, pour nous-mêmes et pour les luttes à venir, que nous allons à la fête de Rebelles.

Nous désirons y échanger nos expériences avec d'autres jeunes notamment à l'occasion du forum-écoles où seront présents 50 comités de luttes.

Comité de rédaction
Gilles Tautin
Lycée S. Mallarmé

THONVILLE

Réunion-débat :
Les exploités font faillite,
Vive la France Socialiste
Jeudi 28 avril à 20h30. Salle du Beffroi
Dès 18h, discussions aux différents stands

NOTRE
NUMÉRO :
636.73.76.



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 76 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Contre le capitalisme en crise

Pour un 1er Mai de lutte

PARIS 10 h
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

MANIFESTATION

UNE SEULE SOLUTION :

LA REVOLUTION SOCIALISTE!

A l'appel

DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)
DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE DE L'HUMANITÉ ROUGE
DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE RÉVOLUTIONNAIRE
DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

BLOC NOTES

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

85^e épisode

Catillon s'en moquait bien. Le soir de la retraite, il avait fait une croix sur tout cela, sacrifié d'avance sa grange et ses bêtes. La ferme était éparpillée ; il lui restait une vache. « Pas à moi de me plaindre. »

Autre chose le tourmentait. Il entra dans la grande pièce, accrocha sa carabine au-dessus de la cheminée et monta voir Terro. A l'Espagnol, il se confessa comme un enfant, comme un malade devant un psychiatre. Il débâilla toute sa peine : ces jours et ces nuits passés sans nourriture, presque sans eau, avec Vieljeu.

Horrorifié, Terro l'écoutait. Vieljeu était-il devenu fou ? Presque, s'il en croyait Catillon, et pas seulement à cause du suicide. Catillon n'oubliait pas ses conversations avec le lieutenant. Elles le bouleversaient d'autant plus que Vieljeu avait paru lucide, sa voix claire, son raisonnement infailible. Catillon ne se rendait pas compte qu'il parlait d'une voix désespérée. Le fermier ne connaissait pas ces folles-là. Il connaissait l'idiotie du demeuré, la méchanceté d'une vache enragée, pas la clarté incisive d'un esprit intelligent qui se consume. Pour un peu, il aurait cru avoir entendu la voix d'un prophète.

Catillon considérait la mort de Vieljeu comme un fait. Contre ce fait, il ne se rebellait pas. C'est l'image de la vie, de la société, du monde, présentée par Vieljeu, qui l'atterrait. Il se demandait s'il devait y croire. S'il y croyait, il était perdu.

Terro s'en rendit compte. Il apaisa Catillon. Pendant trois heures, il travailla à lui réenfoncer les pieds dans sa terre, à maquiller le tableau brossé par Vieljeu. Pour sauver Catillon, il se fit l'avocat de la vie quotidienne. Sans mal, il gagna la partie :

— Au fond, dit Léon, je m'en tire boiteux, mais à bon compte. J'en suis fatigué, de cette histoire. Qu'on soit libérés et que la vie reprenne comme avant.

— Ne t'en fais pas, répéta Terro, la vie reprendra comme avant.

L'ironie échappa au fermier.

Resté seul, l'Espagnol fut saisi de découragement. Cette folie contagieuse, Vieljeu l'avait léguée à Catillon, qui s'en déchargeait sur lui. Il se sentait plus qu'avant responsable de la mort de son camarade. Il lui avait coupé l'herbe sous le pied, sans avoir le temps de lui apporter un nouvel espoir. Il était coupable d'avoir « désespéré » Michel. Il faillit appeler Emeline, s'accuser devant elle d'avoir tué son père. Il se reprit juste à temps.

Etienne retrouva sa vie errante. Il allait aux nouvelles de ferme en ferme, de radio en radio.

Les unes après les autres, les villes françaises étaient libérées... se libéraient. Le 23 août, ce fut le tour de Grenoble. Sortis des bois, les maquisards chassèrent les Allemands de Romans.

Dans le Vercors, loin des routes empruntées par les convois alliés, la Libération passa inaperçue. On comptait les morts ; on cherchait les noms des sept cents cadavres qui jonchaient le plateau. Les paysans sinistrés se préparaient à subir une nouvelle attaque, celle de l'hiver.

Comme toujours, des bruits couraient :

— Les préfets allaient ordonner l'abandon du Vercors.

— Les Américains prêtaient des machines fabuleuses, grâce auxquelles fermes et villages seraient reconstruits en un mois.

— Les Allemands avaient empoisonné les sources avant de partir.

Les pires rumeurs touchaient les absents : un tel ou un tel avait été fusillé, pendu, enterré vivant. Ainsi, Etienne apprit que Volume, devenu fou, moisissait dans un asile.

Volume, pas fou du tout, apparut un matin à la ferme. Il n'avait même pas maigri !

— On te croyait chez les cinglés, dit Terro, qui ajouta : Ça ne m'aurait pas étonné.

— C'est Alger qui a fait courir ce bruit, dit Volume.

Comme il pouffait de rire, Etienne lui demanda des explications.

— Bien, voilà. Imaginez un peu ça ! J'ai pas trouvé de grotte assez grande pour me cacher. Toujours mes pieds sortaient. Alors, un beau matin, les Boches me trouvent. Ils me tirent par les orteils, m'embarquent, et, à Saint-Nizier, avec une dizaine d'autres, ils nous tapent dessus, ils nous fusillent. Je suis pourtant une belle cible. Avec leurs mitrailleuses, ils me loupent. A peine quelques égratignures ici et là. Ils vont déjeuner, moi je prends mes jambes à mon cou, je remonte dans les bois, et je tombe sur un radio avec tout son matériel. Ni une ni deux, j'envoie un message à Alger : « Torturé, fusillé, bonne santé. Signé : Volume. » Ils auront pas voulu croire que je me foutais de leur gueule. Alors, ils ont dit que j'étais fou.

(à suivre)

Santé

L'ASPIRINE

Un médicament efficace...
Mais qui n'est pas sans danger

L'acide acétyl salicylique, c'est la substance de base du médicament le plus utilisé en France contre les douleurs, la fièvre, la migraine... Il rentre dans plus de quarante spécialités sous des présentations et dosages divers mais on le reconnaît dans tous en lisant la formule du médicament.

LA PUBLICITÉ MENSONGÈRE

Cela commence par : « ne dérangez pas inutilement votre médecin, essayez d'abord x... » ou bien « la plupart des médicaments sont inutiles... n'achetez que celui qui marche vraiment : x... »

Cette publicité répond aux besoins de la médecine de crise qui vise à forcer les travailleurs à consommer moins de médecine sans toutefois tuer le profit et qui s'adapte à une situation où les travailleurs ont de plus en plus de mal à payer des ordonnances trop chères. Mieux vaut dépenser 5 ou 10 F chez le pharmacien qu'une visite et une ordonnance.

Cette publicité au titre accrocheur, vante ensuite les effets des « salicylés » passant sous silence leurs inconvénients pour conclure comme dans le « livre blanc de l'aspirine » (offert gracieusement dans les pharmacies) : achetez la marque x...

UN MÉDICAMENT A RISQUE

Ce qu'il faut savoir sur ce médicament qui rend beaucoup de services chez les enfants en cas de fièvre, chez les adultes dans les rhumatismes, les fièvres accompagnées de maux de tête trop importants, ce sont ses inconvénients, afin de l'utiliser à bon escient et de l'arrêter dès les premiers troubles.

- le danger hémorragique

● Lors d'un rhume important avec congestion des vaisseaux du nez, il est dangereux de prendre une dose supérieure à 1 gramme par jour (2 à 3 comprimés selon les présentations), car il peut entraîner des saignements de nez intarissables.

● Les femmes qui l'utilisent en période de règles voient souvent leurs règles augmenter.

● Surtout, ce médicament est une des causes importantes d'hémorragies digestives se manifestant par des vomissements de sang ou des selles noires.

La fréquence de la prise de salicylés dans les 48 H qui précèdent l'entrée à l'hôpital est de 51 % à 58 % chez les malades admis pour hémorragie digestive contre 11 % à 26 % dans les groupes admis pour d'autres raisons.

● De plus la coagulation peut être freinée (par diminution de la fabrication hépatique des facteurs de la coagulation entre autres) surtout chez les malades dont le sang coagule moins bien que la normale (hémophiles, cardiaques, malades sous anti-coagulants...)

● Elle peut être aussi à l'origine d'anémies importantes chez le nouveau-né (par destruction ou transformation de l'hémoglobine) et ne doit être administré ni à la femme enceinte en fin de grossesse, ni aux bébés avant le dixième jour.

- les troubles digestifs

Il n'est pas rare de voir des douleurs gastriques, des brûlures, des crampes, des nausées. Les salicylés peuvent déclencher une poussée ulcéreuse ou réactiver un vieil ulcère, dans de plus rares cas.

- autres troubles

Ils peuvent être à l'origine de manifestations allergiques le plus souvent à type d'asthme (crises importantes cédant en quelques heures) ou d'urticaire géant (plaques rouges qui démangent particulièrement et gagnent tout le corps), plus rarement de crises généralisées avec suffocations, enfin de lésions rénales (destruction des cellules tubulaires rénales, élimination urinaire de globules rouges).

C'est pourquoi ce médica-

ment doit être évité au maximum chez tous les malades digestifs, les hépatiques, les malades rénaux, les femmes enceintes en fin de grossesse, les malades sous anti-coagulants, ceux qui saignent facilement.

Dans les autres cas ils peuvent être utilisés prudemment en s'en tenant à 2 grammes par jour (en consommation courante, sans prescription médicale.)

Les présentations effarçonnées, tamponnées, enrobées présentent certains avantages (moins de brûlures, moins d'hémorragies) mais ont parfois un délai d'action plus long.

Lorsqu'un signe d'hémorragie (saignement des gencives, du nez...) ou d'allergie se manifeste, le médicament doit être arrêté. En général les signes légers disparaissent sans séquelles quelques heures après l'arrêt.

Utilisé avec prudence, sans excès et jamais de façon permanente, c'est un médicament efficace, indispensable chez les enfants en cas de fièvre ou lors des douleurs rhumatismales, maux de tête...

Docteur QdP



Programme télé JEUDI 28 AVRIL

TF1

18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Gulp
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef
19 h 15 - Pétrus, pétro, pétrole
19 h 45 - Les formations politiques
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La ligne de démarcation. Série en 7 épisodes
21 h 20 - L'événement
22 h 25 - Hockey sur glace
23 h 00 - Journal et fin des émissions

a2

16 h 15 - Aujourd'hui magazine

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - La tielire
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - Le grand échiquier
23 h 30 - JOURNAL et fin des émissions

FR3

18 h 45 - Enfants d'ailleurs
19 h 05 - Terroir 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Naples au baiser de feu. Film franco italien
21 h 55 - Un journal, un événement
22 h 40 - Fin des émissions

ce temps qu'on nous vole

A Paris, dans les tours de la Défense

LES PRIVILEGES ET LES AUTRES

La Défense :

Dans l'univers vertical des tours de bureaux que se sont édifiées les administrations des grandes sociétés capitalistes (un univers pas comme les autres : la proportion de cadres y avoisine 40 %), deux mondes coexistent : celui des cadres et celui des petits employés. Les cadres supérieurs sont payés autour de un million par mois (plus les primes), les employés autour de 200 F par mois (1700 F pour les débutants).

«Pour les cadres de direction, on ne peut vraiment pas parler de problèmes de transport : les directeurs et au dessus, on ne les voit qu'une ou deux après-midi par semaine» nous dit Yves, syndicaliste CFDT dans une tour : «En plus, ils habitent souvent tout près, à Paris, Neuilly ou Clichy. Pour les cadres supérieurs, à un million par mois, une majorité vient en voiture de St Germain, Parly 2, etc... Quelques-uns viennent du sud de Paris, quelques-uns font le trajet en métro»

Pour les employés, la situation est sensiblement différente : «Le plus grand contingent vient de la banlieue nord de Paris ou de l'Est, ce qui fait facilement deux heures et demi à trois heures de transport par jour entre les différents moyens de transport. Il y a en beaucoup qui, pour travailler huit heures, partent de chez eux à cinq heures du matin. Pour ces travailleurs, participer à une réunion syndicale le soir, c'est pratiquement impossible».

AVEC «L'HORAIRE VARIABLE»

Dans les tours de la Défense, les patrons aiment à se parer des plumes de réformateurs. Certains ont institué «l'horaire variable».

«Le matin, on peut arriver à huit heures moins le quart et neuf heures et demi. Le soir, on peut partir entre 16h45 et 17h. On dispose chacun d'une clé et d'un

Mais pour les travailleurs qui habitent en banlieue, que représente l'horaire variable ?

«Tous ceux qui ont deux heures et demi de transport par jour sont là à 7 h 45 et partent vers 5 h. Parce que s'ils arrivent plus tard, ils rentrent trop tard chez eux. Et plus ils partent tard, plus les transports s'espacent. Alors l'horaire variable pour eux cela ne veut rien dire !»

Cette perte collective

Par Pierre PUJOL et Nathalie DULLIN

Défense, ça ne sert à rien. Par exemple, notre travail qui consiste à enregistrer des réclamations sur factures deviendra inutile. Les gens réclament, parce que les prix sont trop chers et qu'ils augmentent tout le temps. Pareil pour tous ces cadres. Les bureaux ?

Il en faudra bien moins et ils seront plus liés aux usines, aux quartiers. Ils seront, comme elles, mieux répartis dans les cités.»



Dans l'univers vertical de la Défense, les piétons sont hors-la-loi

compteur d'heures. A la fin du mois, il faut qu'on ait son compte d'heures.

Ce système, c'est le pire contrôle qui soit sur les travailleurs ! Ceux qui font six heures par jour au début du mois et neuf à la fin pour rattraper, sont repérés comme de mauvais éléments».

énorme que représente la migration bi-quotidienne de milliers d'employés vers le quartier de la Défense laisse rêveur.

Quelle solution aux problèmes des transports dans la France socialiste de demain ? Pour le délégué CFDT :

«De toute façon, la

Mais que pense le PCF de cette situation ?

«Les militants du PCF sont peu nombreux ici. Ils ne posent pas du tout le problème en ces termes. Ils cherchent surtout à recruter ces fameux cadres dont on parlait. Et ils en ont recruté du reste !»

NOUVEAUX MÉTROS : TAUX DE COMPRESSION PLUS ÉLEVÉ



L'entassement quotidien dans le métro parisien à 7 ou 8 par m²

Les anciennes rames de métro comportaient 35 places assises et 119 places debout. Les nouvelles rames de métro comportent 24 places assises pour 135 places debout, soit 159 per-

sonnes au total contre 154 auparavant. A quand des agents chargés de presser les gens dans les voitures pour que les portes puissent se fermer, comme au Japon ?

CFDT RATP «LE TRAVAILLEUR PAYE TROIS FOIS SON TRANSPORT»

Nous avons demandé à M. Georges, représentant le syndicat CFDT RATP comment son organisation considérait le problème.

«Les travailleurs de la région rencontrent les mêmes difficultés pour leur transport que l'ensemble des travailleurs de la région parisienne. Les employés dans leur ensemble sont obligés d'habiter de plus en plus loin à cause du prix de l'habitat à Paris et dans certaines banlieues comme à l'Ouest. Même les logements de la RATP sont trop chers. Dans les avantages acquis pour les travailleurs de la RATP, il y a la carte de transport gratuite pour tous le réseau RATP. Mais pour beaucoup, nous sommes obligés d'utiliser le train, ou des cars de l'APTR (privés) pour venir travailler. Si bien que des agents utilisent maintenant la carte orange.»

«Mes grands parents habitaient Aubervilliers. Ils se déplaçaient à pied, ils travaillaient tout près de chez eux. Maintenant, il y a de moins en moins d'usines, même dans la banlieue proche comme Aubervilliers. Avant, les travailleurs faisaient en moyenne des journées de travail de dix ou douze heures. Maintenant, on ne fait plus que huit heures, mais avec le temps de transport qui s'allonge sans cesse, l'un dans l'autre, on fait le même temps de travail que dans le temps. Il y a des contraintes nouvelles. Par rapport à il y a 100 ans, l'exploitation se fait autrement pour le travailleur. Elle se fait non seulement au niveau du travail, mais dans sa vie, dans tout ce qui est extérieur au travail proprement dit, et en particulier dans le transport...»

«C'est le travailleur qui paie les transports en commun : il paie son ticket de transport. Il paie aussi par l'intermédiaire de l'Etat, puisque les subventions que l'Etat verse aux transports en commun, cela vient de nos impôts. Il paie aussi par son habitation, parce qu'il paie plus cher de loyer s'il est près d'un moyen de transport. Et ceux qui en profitent ? C'est le patronat : il y a les migrations de travailleurs, et ça lui permet de s'installer là où il veut, et il ne paie pas. Il y a aussi au niveau de l'immobilier : le promoteur qui construit près d'une station de métro, il en tire du profit, mais il ne donne rien. Il y a les magasins aussi qui en profitent... Il n'y a qu'à voir toutes les publicités : «Venez chez Untel, à cinq minutes du métro...»

50 000 banlieusards obligés de transiter chaque jour par Paris pour aller d'une commune à une autre

C'est la SNCF elle-même qui l'avoue dans une enquête «Rail Test». «L'importance du trafic banlieue transitant par Paris (plus de 50 000 voyageurs aller par jour, soit 30 % environ du trafic SNCF banlieue) est sans nul doute l'une des explications de la croissance, ces dernières années, du trafic des gares parisiennes, malgré le freinage imposé au développement des emplois à Paris.»

50 000 travailleurs qui apprécient chaque jours, par leur voyage absurde (qui les contraint à gâcher leur temps, leur énergie et leur argent) pour se rendre d'une commune à une commune voisine, la «qualité de la vie» en système capitaliste.

La carte orange

Plus de simplicité... mais toujours aux frais des travailleurs !

Depuis le 1^{er} juillet 1975, les travailleurs parisiens disposent du système de la carte orange. L'instauration de la carte orange, système d'une simplicité éprouvée, est l'aboutissement d'une longue série d'actions et de manifestations qui démarrèrent dès 1970, sous l'impulsion de militants politiques et syndicalistes révolutionnaires, autour du mot d'ordre : «temps de travail payé comme temps de transport ! Carte unique de transport payé par l'employeur !»

La carte orange ne répond qu'à une partie de la revendication, celle qui pouvait être satisfaite à peu de frais. Entre le moment où la décision fut prise et la mise en place de la carte orange, il

ne s'écoula pas moins de trois ans !

C'est une carte individuelle qui comporte un coupon magnétique valable pour un mois qui permet de voyager «autant de fois qu'on veut» (!) sur certaines zones du réseau. Le système de la carte orange fonctionne comme un abonnement mensuel et il permet d'utiliser des correspondances train-métro-autobus sans payer un ticket séparé pour chaque moyen de transport.

Dans les huit premiers mois de 76, l'utilisation des autobus a augmenté de 40 % pour Paris et de 14 % pour la banlieue. Le trafic automobile ne s'en est pourtant pas ressenti : les 8 % d'automobilistes qui ont abandonné à

ce moment-là leur véhicule ont été aussitôt remplacés par de nouveaux automobilistes.

TRANSPORT PAYÉ PAR LES PATRONS !

La carte orange a connu un indéniable succès. Elle a été adoptée à 60 % par les usagers de la RATP à Paris et à 50 % pour le réseau de surface en banlieue. Rappelons que la région est divisée en cinq zones :

- zone 1 : Paris jusqu'à périphérique.
- zone 2, 3, 4 : des couronnes d'épaisseur croissante 2,5 km, 5 km et 8 km.
- zone 5 : la zone extrême en doigts de gants, car elle ne

dessert que les secteurs desservis par la SNCF ! Le prix du coupon mensuel est de 45 F pour deux zones en 2^e classe ; respectivement de 67 F, 90 F et 112 F pour 3, 4 et 5 zones).

Malgré tous les charmes de la simplicité dont elle se pare, la carte orange ne peut nous faire oublier l'essentiel. A savoir que ce sont les travailleurs qui la payent à trois titres : en tant qu'usagers, en tant que contribuables et enfin par le salaire différé que constitue la cotisation patronale !

Un couple qui se rend de Drancy à Paris dépense 134 F par mois tout simplement pour se rendre à son travail !